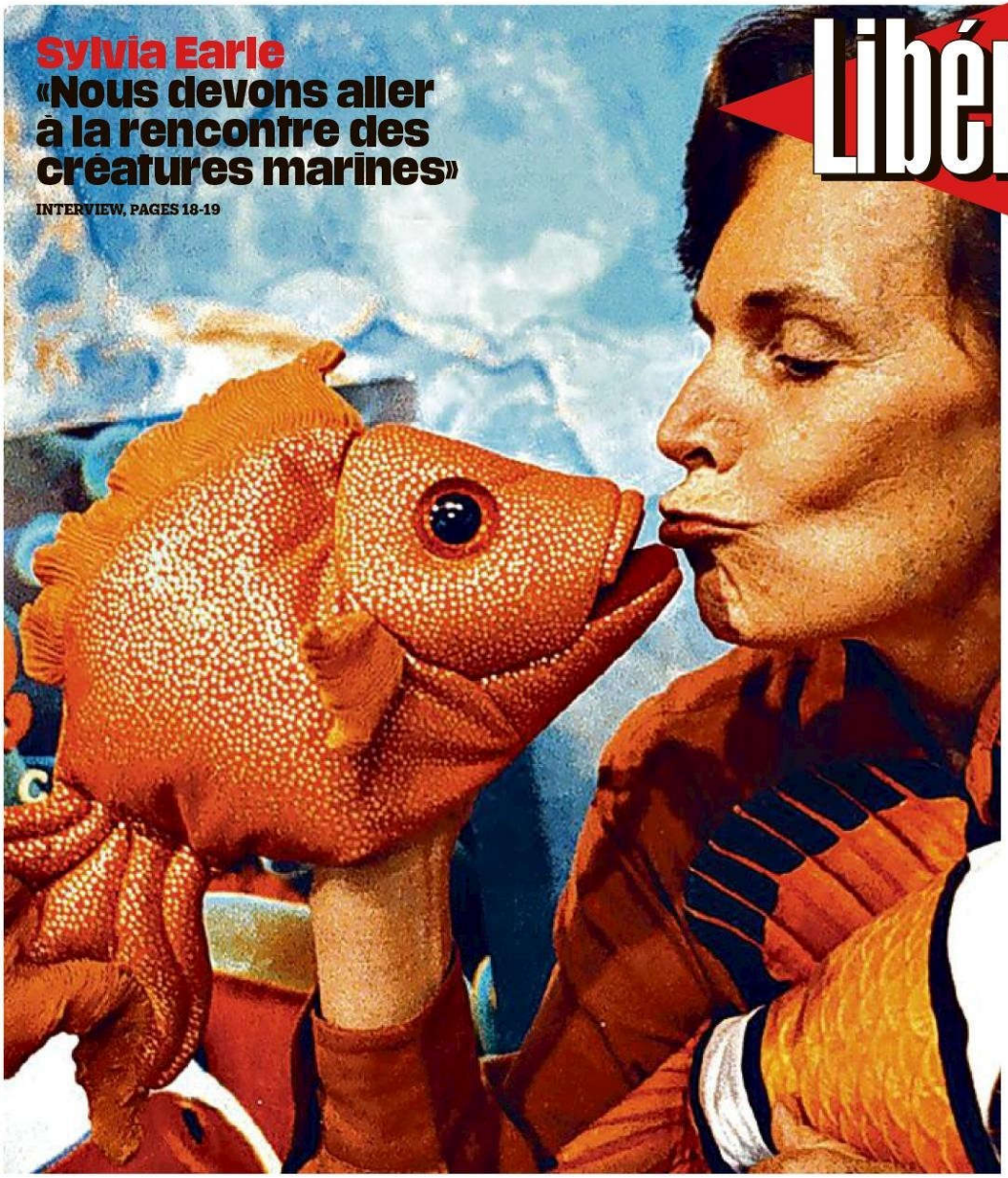
2,50 € *Première édition. N° 12883* **JEUDI 24 NOVEMBRE 2022** **www.liberation.fr**

Libération

Sylvia Earle
«Nous devons aller à la rencontre des créatures marines»

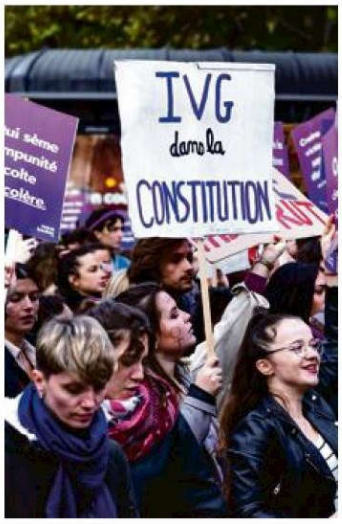
INTERVIEW, PAGES 18-19



L'océanographe et exploratrice Sylvia Earle. PHOTO MEDIANEWS GROUP. OAKLAND TRIBUNE

ASSEMBLÉE
L'IVG aura-t-elle droit à la Constitution ?

PAGES 10-13



AMAURY CORNU. HANS LUCAS

IDÉES
Kanye West et les «Hébreux noirs»

PAGES 20-21

ENQUÊTE LES MILLIARDS DÉVOYÉS DE L'APPRENTISSAGE

Libéralisée par Macron en 2018, la formation en alternance a coûté 11,3 milliards d'euros à l'Etat en 2021. Un argent public distribué sans stratégie ni contrôle qui profite en grande partie à des fonds d'investissement, parfois au détriment des apprentis. **PAGES 2-4**

M 00135 - 1124 - F: 2,50 €

IMPRIMÉ EN FRANCE / PRINTED IN FRANCE Algérie **1,60 €**, Allemagne **3,00 €**, Andorre **3,00 €**, Belgique **2,50 €**, Canada **5,00 $**, DOM **3,00 €**, Espagne **3,00 €**, Etats-Unis **5,00 $**, Grande-Bretagne **2,80 £**, Grèce **3,00 €**, Italie **3,00 €**, Liban **7500 LBP**, Luxembourg **2,50 €**, Maroc **27 Dh**, Pays-Bas **3,00 €**, Portugal (continental) **3,40 €**, Suisse **3,40 FS**, Suisse alémanique **3,40 FS**, Tunisie **8,00 DT**, Zone CFA **2500 CFA**.

ÉDITORIAL

Par
ALEXANDRA SCHWARTZBROD

Lunaire

Tout part d'une très bonne intention : aider les jeunes à trouver du travail en soutenant à fond l'apprentissage et la formation continue. C'est ainsi qu'Emmanuel Macron a «vendu», en 2018, sa loi «avenir professionnel», n'hésitant pas à la qualifier de *«texte anti-fatalité»*. Fort bien. Tout ce qui peut aider à l'insertion sur le marché du travail d'une personne en quête d'emploi, a fortiori un jeune sans expérience, est bon à prendre. Sauf que, quatre ans plus tard, le bilan de cette politique publique de soutien à l'apprentissage est pour le moins mitigé. Notre enquête montre que des milliards ont été déversés dans cette filière – pas moins de 11,3 milliards en 2021 – mais sans analyse de soutenabilité financière, sans aucun contrôle dans les faits, et sans résultats probants. L'apprentissage est devenu un véritable filon pour l'enseignement supérieur privé, qui a ouvert des centres de formation d'apprentis (CFA) à tour de bras, assuré de pouvoir profiter de la manne, laquelle a davantage enrichi les fonds d'investissement détenant ces écoles que facilité l'obtention d'un CDI aux apprentis. Ce que l'on découvre aujourd'hui est lunaire : des CFA sans salle de cours, avec des vidéos pour seules formations ; des écoles faisant du surbooking à seule fin de toucher les aides ; des jeunes à qui l'on fait miroiter un avenir en or, qui signent un contrat d'apprentissage et, une fois placés devant la dure réalité, doivent payer des frais exorbitants s'ils se dédisent, etc.
Un puissant lobby semble s'être mis en place pour empêcher tout retour en arrière et continuer à profiter de l'aubaine.
La Cour des comptes elle-même s'est alarmée de la situation il y a quelques mois en évoquant l'*«impasse financière»* dans laquelle se trouve France compétences, l'organisme public par lequel transite l'argent de l'apprentissage, qui pourrait afficher un déficit de 5,9 milliards d'euros en 2022, selon un rapport sénatorial. Et l'on ne parle même pas de la déception, voire du désespoir de ces jeunes qui finissent par comprendre qu'on s'est joué d'eux. Pour le coup, la fatalité n'y est pour rien.

APPRENTISSAGE

Les dérives d'une «réforme open bar»

Une agence nationale pour la formation professionnelle des adultes, à Lyon.

ENQUÊTE

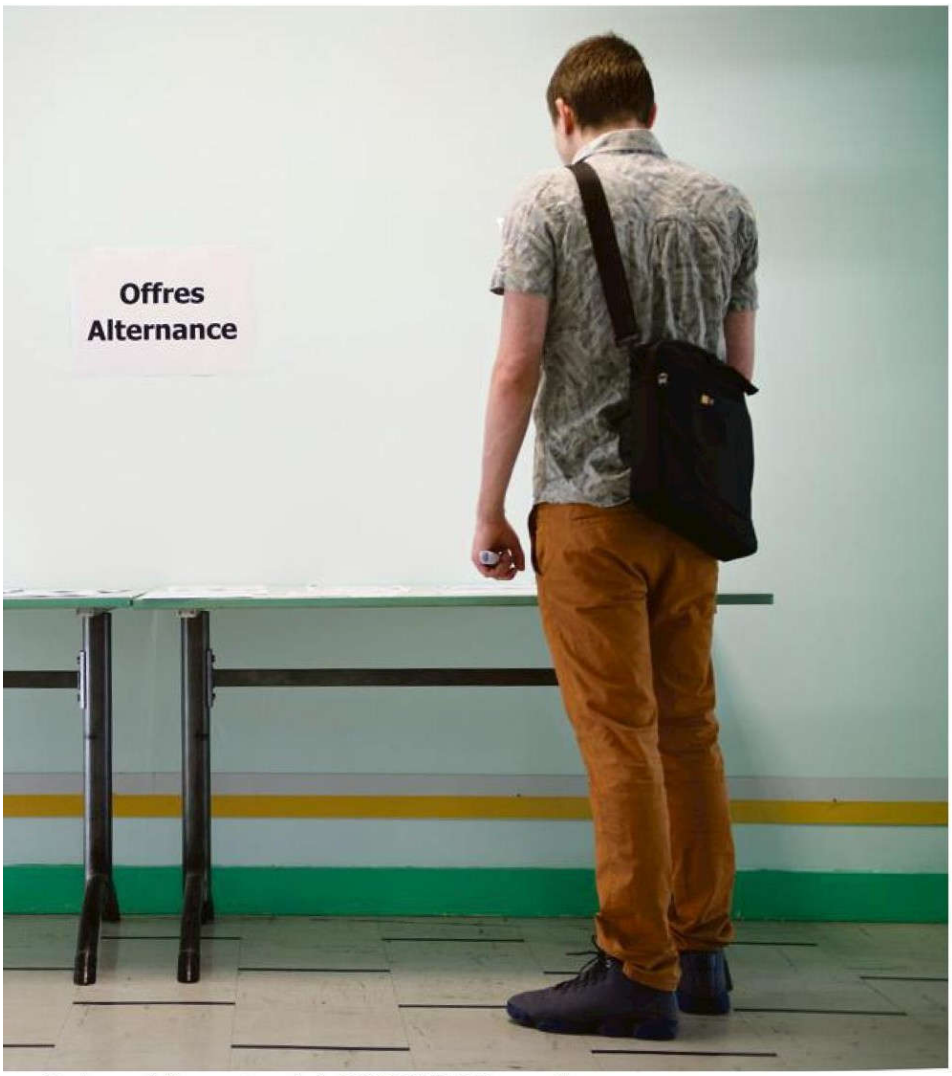
Dopée par un dispositif promis par Emmanuel Macron dès 2017, l'alternance profite à certaines entreprises qui bénéficient d'une main-d'œuvre peu chère et à des centres de formation qui s'organisent pour mieux profiter du système. «Libé» révèle les dessous d'une politique publique, non contrôlée, dont l'un des principaux effets est d'engraisser les fonds d'investissement.

Par
MARIE PIQUEMAL

«*Jamais une politique de soutien à l'emploi n'a été aussi coûteuse pour les finances publiques. Ce sont des milliards d'euros de deniers publics qui partent en pure perte. Sans aucune régulation derrière !*» Ces mots viennent d'un haut fonctionnaire, tenu au devoir de réserve. De ceux qui n'aiment pas les polémiques et tiennent plutôt les journalistes à distance. Mais la moutarde pique trop : *«Il faut ouvrir le capot de ce beau discours sur la hausse de l'apprentissage.»*
Ce *«beau discours»*, c'est celui du Président. Lors de sa campagne présidentielle de 2017, Emmanuel Macron avait promis de doper l'alternance chez les jeunes – un pied en formation, l'autre en entreprise – pour mieux les insérer sur le marché de l'emploi et faire baisser le chômage. Il a tenu parole. Adoptée dès 2018 sans l'aval de Bercy – du jamais-vu –, la loi pour «la liberté de choisir son avenir professionnel» a ouvert grand les portes de l'alternance. Jusque-là, c'était un dispositif pédagogique aux mains des régions. Elles décidaient d'ouvrir tant de places dans tel ou tel centre de formation des apprentis (CFA), en fonction des besoins identifiés par les branches professionnelles et de l'argent disponible dans les caisses, c'est-à-dire le montant de la taxe d'apprentissage prélevée auprès des entreprises. L'apprentissage concernait alors surtout les formations courtes, avant le bac. Il va, avec la réforme, se développer massivement dans l'enseignement supérieur. Si l'on s'en tient aux chiffres, le projet présidentiel cartonne. On est passé de 300 000 à 730 000 apprentis en cinq ans. Avec un effet sur l'emploi *«limité»*, selon la Cour des comptes *(lire ci-contre)*. Le Président vise désormais le million. Raison de plus pour ouvrir le capot.
A qui profite cette politique publique qui aura coûté 11,3 milliards rien que sur l'année 2021 ? *«Parlons plutôt d'un investissement, et non d'une dépense»*, se défendent les architectes de la réforme. Vraiment ? *Libération* révèle comment depuis quatre ans ces milliards d'euros d'argent public viennent surtout engraisser les fonds d'investissement qui achètent les organismes de formation. L'apprentissage est un filon qui rapporte très gros. Et il est facile de tirer sur les coûts vu le peu de régulation. L'Etat laisse faire des abus en tout genre. Du côté des employeurs, aussi. Les apprentis sont la nouvelle main-d'œuvre bon marché et corvéable.

«DU MACRONISME PUR»

Retour en 2017. La réforme de la formation professionnelle fait partie des premiers chantiers du nouveau gouvernement. Dès septembre, les partenaires sociaux s'assoient à la table des négociations pour plusieurs mois. Jean-François Foucard, de la CFE-CGC, se revoit assister à un vrai coup de théâtre : *«Dans la nuit du 22 février 2018, on rend notre copie à la ministre du Travail. Trois heures après, poubelle. Tout notre travail pour rien.»* Sur les matinales radio, Muriel Pénicaud annonce *«un big bang de la formation professionnelle»*, elle remise le compromis des partenaires sociaux, trop mou à son goût. *«Ces négociations n'étaient qu'un habillage, pour donner le change,* assure le syndicaliste. *Tout était déjà ficelé. Du macronisme pur comme on le comprendra ensuite.»* Yvan Ricordeau, de



En cinq ans, la France est passée de 300 000 à 730 000 apprentis. PHOTO LAURENT CERINO. REA

Le bon mode d'emploi ?

Si l'apprentissage du CAP au BTS favorise davantage l'insertion professionnelle, c'est moins le cas dans le supérieur. Mais les apprentis obtiennent en général plus vite un CDI et un meilleur salaire.

C'est l'une des politiques chouchoutes d'Emmanuel Macron depuis 2017 : soutenir à fond l'apprentissage pour aider les jeunes à s'insérer sur le marché de l'emploi. Suivre sa formation, un pied à l'école, l'autre en entreprise, est-ce la clé pour lutter contre le chômage des jeunes ? Que disent les statistiques de l'emploi ? *«L'effet sur l'insertion est très marqué du CAP au BTS»*, mais *«plus limité»* pour les diplômes du supérieur (les bac + 3 et bac + 5), synthétise la Cour des comptes dans son rapport de juin.

«Les apprentis titulaires d'un CAP ou d'un BEP ont mis en moyenne 7,6 mois à obtenir ce premier emploi contre 11 mois pour les élèves sous statut scolaire.» Plus le niveau de qualification visé est bas, plus l'apprentissage est efficace pour trouver du travail. Cette *«plus-value se maintient dans le temps. Pour les titulaires d'un CAP ou d'un BEP, trois ans après l'obtention du diplôme, les anciens apprentis ont travaillé en moyenne 2,16 mois de plus que les anciens lycéens»*. Autre donnée intéressante : 43 % des jeunes en emploi sept mois après leur sortie de formation travaillent dans l'entreprise où ils ont été apprentis, contre seulement 20 % pour les lycéens ayant effectué des stages. Des résultats qui s'expliquent aussi – en partie – par les caractéristiques des apprentis eux-mêmes, généralement plus âgés que ceux en cursus classique et plus souvent titulaires du permis de conduire, graal pour l'accès à l'emploi.

Dans l'enseignement supérieur, dont viennent 60 % des apprentis, l'efficacité de l'alternance est moins nette. Sur la rapidité d'accès au premier emploi, *«l'effet est faible, voire nul»*, *«les apprentis sortant de licence professionnelle n'ont qu'un mois d'avance sur les étudiants»* A moyen terme, l'effet est *«limité»*, dit la Cour. *«Les diplômés de licence professionnelle et de master (hors master enseignement) qui ont obtenu leur diplôme par la voie de l'alternance en 2017 bénéficient de taux d'insertion à 30 mois, supérieurs de 4 à 5 points à ceux des diplômés sous statut d'étudiant.»* Soit 96 %, contre 91 % pour les diplômés de master. L'apprentissage a en revanche des effets *«significatifs»*, à plus long terme, sur la qualité de l'emploi. L'accès au CDI dès le premier emploi est plus important. Et les alternants ont un niveau de rémunération supérieur de 200 euros à 300 euros aux anciens étudiants.

M.Pi.

la CFDT, acquiesce : *«Leur réforme était déjà écrite, ils l'ont fait passer au dernier moment au forceps.»*

Les deux hommes sont formels : non seulement la loi était écrite à l'avance mais les conséquences budgétaires aussi. Elles ressemblent à une bombe financière sur le point de dégoupiller. France compétences, l'organisme public par lequel l'argent de l'apprentissage transite, ne cesse de voir son déficit se creuser : 5,9 milliards d'euros en 2022, selon un rapport sénatorial. L'organisme multiplie les crédits à court terme pour payer sa dette. Cette situation sera au cœur des discussions du conseil d'administration de France compétences ce jeudi.

«Ils ont gardé la même enveloppe de recettes – la taxe d'apprentissage. Mais en face, ils ne bridents plus les dépenses. C'est une réforme open bar». La formule d'Yvan Ricordeau sonne d'autant plus juste que Bercy n'a livré aucune analyse de soutenabilité financière dans l'étude d'impact de la loi. Autre bizarrerie, ce rapport de l'Inspection générale des finances, qui a alerté dès avril 2020, est-il tombé dans un trou ? En juin, la Cour des comptes dressait à son tour un constat aussi étayé qu'alarmant, parlant d'*«impasse financière»*. Au bord de la cessation de paiement, l'Etat a renfloué les caisses de 2 milliards cet été. 2 milliards de plus ont été ajoutés à l'automne. *«Ah ça, ils voulaient libéraliser, eh bien maintenant, il faut assumer. L'Etat devra payer de toute façon,* dit Jean-François Foucard. *Le reste, ce n'est pas non plus une surprise. Ouvrir les portes a toujours le même effet : le privé s'engouffre.»*

L'argent de l'alternance profite effectivement à tous. Les CFA, y compris ceux dans les universités publiques, reçoivent des aides souvent supérieures à ce que coûtent les formations, qui permettent au passage d'augmenter la taille des promotions. A l'autre bout de la chaîne, les employeurs roucoulent, eux aussi : les apprentis sont la nouvelle main-d'œuvre corvéable, quasi gratuite, tant les subventions sont élevées. Un puissant lobby s'est structuré pour laisser ouvert ces robinets d'aides publiques, alors que tous les voyants budgétaires sont au rouge. Soirées, tribunes dans la presse, copinage avec les ministres et d'études pipeau financées par ceux qui en ont intérêt : l'apprentissage jouit toujours d'une superbe cote.

En réalité, les premiers convaincus par ce dispositif pédagogique déprimant à chaque nouvel article vantant *«l'essor spectaculaire»* de l'alternance. *«Cette publicité positive fait du bien, évidemment. Mais quand on voit certains trahir la philosophie de l'apprentissage, comment ne pas être inquiet ? Pour l'instant, ce n'est pas perceptible dans le débat public mais cela ne va pas durer,* se désole Aurélien Cadiou, président de l'Association nationale des apprentis de France (Anaf), créée en 2010 pour défendre leurs droits.

La plateforme de l'association «SOS apprentis» est devenue un réceptacle d'abus en tout genre. Une centaine de messages leur parviennent chaque semaine, racontant parfois des dérives graves. Plusieurs fois, ils ont alerté le ministère du Travail, et même les conseillers à l'Elysée. Notamment sur des écoles qui, lors des salons d'orientation, appâtent les jeunes en vantant leur bachelor à 7 000 euros l'année. Grâce à l'apprentissage, les frais de scolarité sont entièrement pris en charge et l'étudiant, en prime, recevra un salaire. Au moment de signer, les commerciaux (parfois des anciens étudiants touchant des primes à chaque contrat) rassurent : trouver une entreprise sera un jeu d'enfant. Parfois ce n'est pas si simple et le jeune se retrouve pris au piège quand il ne trouve pas d'employeur… *«Certaines écoles font du surbooking,* explique aussi la directrice générale de l'Anaf, Morgane Daboval. *Une fois lié par le contrat, le jeune ne peut plus se rétracter et doit payer les frais exorbitants. C'est légal mais inacceptable.»* Pas pour la conseillère d'Emmanuel Macron, qui aurait rétorqué que *«les étudiants sont armés pour lire des contrats»*.

ABSENCE DE GARDE-FOUS

Depuis 2018, n'importe qui peut ouvrir un CFA. On en compte 3 000 aujourd'hui – un bon nombre est détenu par des groupes qui appartiennent à des fonds d'investissement –, c'est-à-dire près de trois fois plus qu'il y a trois ans. Il n'y a même pas besoin de prévoir des salles de classe. Certains centres de formation ne sont que virtuels, avec des cours en vidéo. Commode, penseront certains, les apprentis peuvent les visionner tard le soir, et déborder sur leur temps de travail légal en entreprise… *«Le 100 % digital est autorisé en apprentissage,* reconnaît le ministère délégué chargé de l'Enseignement et de la Formation professionnels. *Aucune situation d'abus n'est aujourd'hui connue du ministère.»* Morgane Daboval voit rouge : *«Certains CFA n'apportent pas d'accompagnement aux jeunes pour rechercher une entreprise ou les informer de leurs droits, car ils sont dans l'optimisation des coûts. Tous ne font pas cela heureusement mais c'est une réalité. Qu'on laisse faire !»*

Bien sûr, certains CFA sont aux antipodes, et se battent au contraire pour défendre les droits de leurs apprentis. Comme ce responsable pédagogique d'un organisme dans le nord de la France, qui a contacté de lui-même *Libération*. *«Il faut dénoncer ce qu'il se passe, ces employeurs qui abusent vraiment et qu'on laisse faire.»* Lui est écœuré de la façon dont certaines entreprises, notamment dans la distribution, utilisent les alternants pour faire tourner leur maga-

Suite page 4

Dans une Afpa, à Lyon. En trois ans, le nombre de centre de formation d'apprentis a été multiplié par trois, atteignant 3 000. PHOTO MARTA NASCIMENTO. REA

Suite de la page 4 sin. *«Huit apprentis dans une équipe de dix personnes. L'autre jour, un patron a refusé à une jeune de venir au CFA passer son examen blanc. Je n'ai pas laissé faire. Le lendemain, il a rompu son contrat.»* Combien de contrats d'apprentissage sont interrompus en cours de route? Interrogé, le ministère ne répond pas. Selon notre enquête, certains patrons provoquent des ruptures de contrat pour une raison simple: à chaque nouvel apprenti embauché, l'Etat verse l'aide de 8 000 euros (prévue en principe pour les deux ans).

L'absence concrète de garde-fous interroge. N'y a-t-il pas des instances de contrôle pour mettre de l'ordre? Sur le papier, si. Les inspecteurs du travail, en premier lieu, mais… en sous-effectifs depuis longtemps. Récemment, l'Anaf a même été contactée par une mère de famille sur les conseils d'un inspecteur! La loi de 2018, dans son étude d'impact, semblait pourtant avoir anticipé la question: *«Le pendant à cette liberté d'ouverture est la mise en place en parallèle d'une certification qualité.»*

«ON FAIT DE NOTRE MIEUX»

Pour percevoir l'argent public, les CFA doivent détenir la certification «Qualiopi». *«Oui, enfin, c'est plutôt simple à avoir. Il s'agit juste de prouver qu'on a bien mis en place des process administratifs»*, assure un responsable de CFA. Par exemple, il est demandé de publier les taux de réussite à l'examen, sans qu'un seuil minimal ne soit exigé.

L'Etat a mandaté le comité français d'accréditation (Cofrac), une association avec une mission de service public, pour accréditer des organismes certificateurs privés, qui, moyennant finance, délivrent le macaron Qualiopi. Dans la liste des accréditeurs autorisés, on retrouve des mastodontes tels Bureau Veritas, qui établit pêle-mêle des diagnostics immobiliers sur la présence d'amiante et de plomb, des dispositifs médicaux et, donc, des tampons pour des organismes de formation. Quels sont les taux de sélection? Interrogé par *Libé*, le Cofrac n'a pas donné suite, indiquant être débordé. Le cabinet de la ministre déléguée de l'Enseignement et de la Formation professionnels, Carole Grandjean, non plus. Autre mécanisme de régulation en principe: la reconnaissance des diplômes pour toucher les aides. Par le ministère de l'Enseignement supérieur pour les diplômes d'Etat. Pour ceux-là, le contrôle pédagogique est réel. Mais pour tous les autres, (*«bachelors»*, *«masteres»* et autres *«masters spécialisés»*), c'est plus flou. Sur le papier, les formations doivent avoir une reconnaissance délivrée par le ministère du Travail: les titres RNCP («répertoire national des certifications professionnelles»).

Pour y prétendre, les organismes doivent monter des dossiers administratifs costauds, en apportant des éléments chiffrés, notamment des taux d'employabilité à la sortie. Mais l'écart est grand entre les exigences demandées et les moyens concrets mis en œuvre pour le contrôle. Les titres RNCP, et leurs renouvellements, sont une mission dévolue à France compétences, 300 demandes arrivent chaque mois dans les bureaux d'une équipe d'une soixantaine d'employés. Même la Cour des comptes, qui traque les coûts, s'est alarmée du peu de moyens face à l'ampleur de la tâche.

Une fois par mois, une commission de certification composée de syndicats, d'organisations patronales et des représentants des différents ministères se réunit pour éplucher les demandes de titres RNCP. *«Dans les faits, on n'étudie que les cas problématiques repérés par les instructeurs… On fait de notre mieux, mais avec cette impression de n'être parfois qu'une chambre d'enregistrement»*, reconnaît un membre sous couvert d'anonymat. *«On n'est pas dupe, certains doivent se faire aider dans la rédaction des dossiers.»*

«ILS PROFITENT À FOND»

Exact. Certains organismes de formation se paient les services d'un cabinet de conseil. Comme celui monté par Jean-Christophe Chamayou, leader en certification, qui les aide à monter leur dossier. Certains de ses concurrents proposent un service clé en main: la location de titre. Pour avoir le macaron de l'Etat, sésame pour toucher les aides publiques, il est possible de le louer à une autre école. Comptez 7% du montant de la formation. Vu les marges actuelles, c'est vite rentable. Et à en croire Jean-Christophe Chamayou, la pratique est en plein essor.

Le business de l'apprentissage se porte à merveille. Après notre enquête sur ces fonds d'investissement implantés dans l'enseignement supérieur privé, les témoignages ont afflué, notamment venant de sources au cœur de la machine financière. *«Les taux de rentabilité sont de l'ordre de 40%. Ils profitent à fond de la politique publique»*, raconte l'un d'eux, document financier à l'appui.

Une réalité illustrée aussi par l'histoire des «coûts contrats». L'Etat, via les opérateurs de compétence, verse aux organismes de formation une somme destinée à couvrir les frais de formation pour chaque apprenti. Mais comment estimer, de façon fine, le coût réel d'une formation? Au lancement de la réforme, la fourchette haute était de rigueur, pour donner une impulsion à la mécanique. Ça a marché. La réforme a décollé. Et les coûts des formations aussi, avec une hausse de 20% en moyenne. De quoi faire grimper les marges. Depuis un an, la question du rabot des «coûts contrats» revient sur la table. C'est une parfaite focale pour mesurer l'influence des lobbys. A l'image de ces cinq «organisations» qui ont écrit à Emmanuel Macron, cet été, leur *«stupéfaction»* devant les mesures d'économie envisagées, l'intimant *«d'amoindrir le choc»* infligé. Derrière ce courrier, on retrouve des représentants de fonds d'investissement.

«Les organismes de formation ont leur stratégie. Les employeurs aussi, avoir de la main-d'œuvre la moins chère possible. Tous les acteurs savent ce qu'ils font. Tous sauf l'Etat, qui navigue à vue», s'indigne le haut fonctionnaire. Qui s'assure par exemple que ces formations, payées avec de l'argent public, répondent à un besoin pour la Nation? *«Un jour, on se demandera à quoi tout cet argent aura servi.»*

«Ils vendent du rêve, j'y ai cru»

Absence d'accompagnement, communication trompeuse des écoles, bas salaires… Les formations en apprentissage font parfois office de miroirs aux alouettes pour les jeunes.

Sur le moment, il n'a pas saisi l'embrouille. *«J'avais trouvé un restaurant prêt à m'embaucher en cuisine. Le patron m'a proposé le statut d'apprenti, ça le soulageait un peu niveau charges sociales.»* Nino (1), 26 ans, venait de se découvrir une passion cuisine. Partager son temps entre un resto et l'école lui semblait donc une bonne formule.

«Ecœurés». Mais dès la journée de pré-rentrée en CAP, le centre de formation d'apprentis (CFA), en lien avec le patron, lui sort: *«Pas besoin de te déplacer, tu apprendras aussi bien en restant à l'entreprise toute la semaine.»* Nino ne tilte pas car *«en échange, mon chef m'avait promis un salaire niveau smic»*. Mais dès la fin du premier mois, il déchante: le salaire est moins élevé que prévu, et il travaille de 8 heures à 23 heures. Au début, il est encadré par un «second», mais qui finit par partir. *«Très vite, je me suis retrouvé avec beaucoup de responsabilités. Comme un employé à part entière.»*

Au bout de quelques mois, il a sous ses ordres un autre apprenti et un commis… Rincé, il finit par craquer et pose sa lettre de démission. *«Le CFA ne m'a pas du tout aidé. Aucun soutien, presque l'inverse. Avec cette rengaine que les jeunes ne veulent pas travailler. Comme si c'était nous le problème. Ça ne donne pas une bonne image de l'apprentissage.»* Un responsable pédagogique de CFA, préférant rester anonyme, s'inquiète: il y a urgence à dénoncer ces abus, côté CFA ou côté entreprises, quand les patrons confondent apprentis et main-d'œuvre corvéable à merci. *«Encore moins chère que les stagiaires! L'apprentissage, c'est leur premier contact avec le marché de l'emploi. En laissant faire, on crée une génération de jeunes écœurés.»*

Désiré (1), 22 ans, peut aussi en parler. Camerounais en France depuis deux ans, il se rêvait avocat. Plutôt que l'université – *«les bourses sont compliquées à obtenir»* –, il s'est laissé tenter par ces écoles privées, proposant des *«masters spécialisés»*, et autres *«masters of science»*: *«Il y en a tellement. C'est très facile d'y rentrer. Les sites internet vendent du rêve, comme préparer au barreau d'avocat. J'y ai cru.»* Désiré signe, l'année coûte 12 000 euros, mais les frais d'inscription sont pris en charge par l'entreprise qui le prendra en alternance. *«Toutes les écoles promettent de t'aider pour trouver une entreprise… Du rêve encore.»* Il mettra un an pour trouver un patron. Entre-temps, il passe par quatre écoles différentes, allant de déconvenue en déconvenue.

«Coincés». Dans la dernière, l'administration annonce la veille de la rentrée avoir perdu son titre RNCP – qui prouve la reconnaissance de la formation par l'Etat et permet de toucher les financements publics de l'apprentissage – pour sept de ses huit cursus. *«On s'est retrouvé à 300 dans la promo, beaucoup par défaut. Ils étaient coincés.»* En racontant, l'émotion le rattrape. Il explique ne pas pouvoir se confier à ses proches au Cameroun, qui l'imaginent dans une belle école française. *«S'ils savaient… Mon établissement ne sait même pas le poste que j'occupe en entreprise. Ils s'en fichent. La seule chose qui les intéresse, c'est de signer pour avoir l'argent.»*

MARIE PIQUEMAL

(1) Les prénoms ont été changés.

ÉDITOS/

Nupes : chacun pour soi aux européennes mais une nécessaire primaire pour la présidentielle

Par **JONATHAN BOUCHET-PETERSEN**
Chroniqueur politique

Il y a une forme de logique à ce que les différentes composantes de la Nupes portent chacune leur liste aux prochaines européennes en 2024. La nature du scrutin, proportionnel et à un seul tour, les y invite. Surtout, l'inverse aurait eu quelque chose d'artificiel alors que les nuances et parfois les divergences sur la question européenne n'ont pas été tranchées ces derniers mois entre LFI, le PS, EE-LV et le PCF. Ce n'est pas un drame. Le chacun pour soi avait prévalu aux européennes de 2014 ; trois ans plus tard, pour la présidentielle, il n'avait pas empêché Yannick Jadot, vainqueur de la primaire des écolos, de rallier Benoît Hamon, qui avait remporté celle du PS. Certes, le résultat fut historiquement bas pour un candidat socialiste (Anne Hidalgo, depuis, a fait pire en 2022), mais la question n'est pas là.

Il n'y a aucune raison de voir dans les candidatures plurielles de la Nupes aux européennes le signe d'un cartel en souffrance. Sur le plan programmatique, ce qui rassemble ses composantes reste largement plus important que ce qui les sépare. La tenue à la fin de l'année du congrès du PS, tout comme la désignation de la nouvelle direction d'EE-LV, poussent d'autant plus ces forces à défendre leur singularité aux européennes. C'est logique.

> La volonté ou non de Jean-Luc Mélenchon de candidater une quatrième fois sera un élément déterminant pour que cette ambition se concrétise.

Après plusieurs mois de cheminement plus ou moins commun au Palais-Bourbon, marqués par la multiplication du recours au 49.3 sur les textes budgétaires – ce qui a donné lieu à des divergences chez la Nupes sur la pertinence de déposer systématiquement une motion de censure – la perspective du grand combat contre la réforme des retraites va ressouder toutes les composantes de la Nupes, contre le projet d'Emmanuel Macron de repousser l'âge légal. Et si LFI, l'incontestable force dominante à gauche, donne trop souvent l'impression de ne pas assez jouer collectif, tous défendent l'augmentation du smic, la taxation des superprofits, le blocage des prix sur l'énergie et les produits de première nécessité, mais aussi la bascule radicale vers une économie décarbonée. Le reste est surtout affaire de nuances ou de façons de faire.

Dans la perspective de la prochaine présidentielle, un rendez-vous à la fois lointain et déjà dans tous les esprits (c'est ainsi, et pas seulement pour la gauche), il n'y a pas d'option plus vertueuse que l'organisation d'une grande primaire permettant de départager les sensibilités comme les égos, et aboutissant à une puissante candidature unique de la Nupes. La volonté ou non de Jean-Luc Mélenchon de candidater une quatrième fois sera évidemment un élément déterminant pour que cette ambition se concrétise. Et, disons-le sans animosité, son absence serait le meilleur schéma pour qu'une telle primaire voie le jour.

Il faudra qu'elle soit la plus ouverte possible, rassemblant des millions d'électeurs. C'est la seule voie pour espérer jouer un des deux rôles principaux dans une élection où Marine Le Pen sera de nouveau en lice et de nouveau puissante. Dans le camp d'Emmanuel Macron, alors que la Constitution lui interdit de candidater de nouveau après deux quinquennats à l'Elysée, la nécessité d'une primaire devrait, comme pour la Nupes, s'imposer en l'absence d'un dauphin naturel. Chaque chose en son temps, mais il y a là de quoi rebattre les cartes du jeu politique. ◆

ENEDIS

Hier, l'école A consommait plus d'électricité que l'école B. Aujourd'hui, vous le savez et vous agissez.

Avec Linky, Enedis propose aux collectivités un portail gratuit pour mesurer, suivre la consommation énergétique de leur territoire et, ainsi, mieux la maîtriser. Avec cet outil, Enedis a la capacité de mesurer la consommation de près de 45 000 écoles* en France.

Bienvenue dans la nouvelle France électrique

Chaque geste compte
ÉCONOMISONS L'ÉNERGIE

* Nombre d'écoles couvertes par le réseau public de distribution d'électricité calculé à partir de l'ensemble des écoles françaises.

L'énergie est notre avenir, économisons-la !

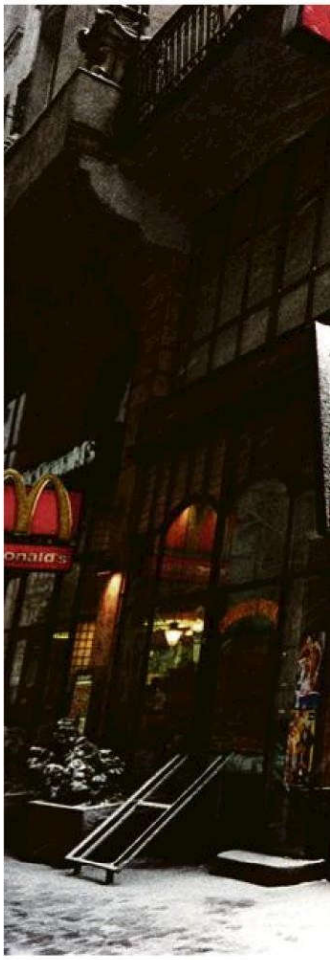
Libération Jeudi 24 Novembre 2022

HONGRIE

«Les prix augmentent chaque jour, on refait les étiquettes sans cesse»

REPORTAGE

Face à une inflation qui a atteint 21,1 % en octobre et des mesures politiques qui ont amplifié le phénomène, le pays tourne au ralenti. A Budapest, entre blocage des prix et réduction des coûts, certains commerces et institutions n'ont d'autres choix que celui de fermer.



Avec l'explosion des prix de l'énergie,

Par
NELLY DIDELOT
Envoyée spéciale à Budapest

Dans les supermarchés de Budapest, les mêmes rayons sont systématiquement clairsemés. Ceux de la farine, du sucre en poudre ou de l'huile de cuisson. On les repère à l'affichette orange ou bleue qui y a été scotchée. Chaque supermarché y décline les mesures de rationnement qu'il impose. Pas plus de six litres de lait par personne chez Aldi ou trois boîtes d'œufs chez Tesco. Depuis le mois de février, les prix de quelques produits alimentaires de base sont encadrés : supermarchés et épiceries doivent les vendre au prix qu'ils valaient en octobre 2021.

Lancée opportunément deux mois avant les élections générales d'avril, où Viktor Orbán a remporté un quatrième mandat de Premier ministre d'affilée, la mesure est devenue l'un des étendards de son gouvernement, alors que l'inflation flambe. Elle a atteint 21,1% en octobre, du jamais vu depuis 1996, et 43% pour l'alimentaire, le taux le plus élevé de l'Union européenne. Le blocage des prix, lui, a été prolongé jusqu'à la fin de l'année. Le 9 novembre, le gouvernement a ajouté aux six produits dont les prix étaient déjà gelés les œufs et les pommes de terre, qui ne pourront pas être vendus plus cher qu'au 30 septembre. Pour les conservateurs populistes au pouvoir, la mesure ne coûte rien. Ce sont les distributeurs, obligés de baisser leur marge, voire de vendre à perte, qui en portent le poids. Résultat, ils ne font pas toujours de grands efforts d'approvisionnement, ou se rattrapent sur d'autres prix.

LE PAIN BLANC A AUGMENTÉ DE 92%, LE BEURRE DE 87 %

Dans un Aldi de la capitale, il n'y a plus de lait à prix encadré. Eszter, 75 ans, pousse lentement un chariot taille enfant. Elle ne l'a pas choisi pour son petit fanion mais pour sa contenance. *«C'est ma nouvelle manière de tenir mon budget. Dès qu'il est plein, je passe à la caisse. Je n'ai plus les moyens de remplir un vrai chariot»*, raconte la vieille dame. Un peu plus loin, à la sortie d'un Lidl, Agoston, retraité lui aussi, ne sait plus quel superlatif employer pour qualifier la politique de prix bloqués. Dans son cabas, il montre une brique de lait, comme preuve de son enthousiasme. *«Je suis client de cette politique, je fais des stocks, je vais dans d'autres magasins si certains produits manquent ici.»* Les prix grimpent, il le voit bien, mais il ne s'inquiète pas pour l'économie hongroise, ni même pour lui. *«Les Allemands, par contre, sont en mauvaise posture*, assure Agoston. *Ils l'ont montré à la télévision nationale, ils doivent mettre trois pulls et ils ont froid chez eux !»*

Zoltán Kész s'emploie à doucher cet enthousiasme : *«Les mesures imposées par le gouvernement sont politiques, elles n'ont pas de sens économiquement parlant.»* Il parle avec sa nouvelle casquette de membre du Consumer Choice Center, mais son passé de député indépendant, dont l'élection a fait perdre au Fidesz de Viktor Orbán sa super-majorité, lui colle à la peau. *«Bloquer certains prix déclenche deux conséquences : l'augmentation sur d'autres produits et le rationnement»*, affirme-t-il.

Les chiffres donnent déjà le tournis. Entre les mois d'octobre 2021 et octobre 2022, le pain blanc a augmenté de 92%, le beurre de 87% et les cuisses de poulet de 65 %, selon KSH, l'agence nationale des statistiques. Si on ne peut pas expliquer ces chiffres uniquement par la politique gouvernementale, les effets secondaires des prix bloqués commencent à se faire sentir. Selon la directrice de Spar, Gabriella Heiszler, l'augmentation de la demande pour le lait à 2,8% de matière grasse (celui à prix plafonné) contribue à l'augmentation du prix du fromage, dont la fabrication nécessite ce type de lait.

Un autre problème se profile pour les pommes de terre, récemment ajoutées au panier de produits à prix bloqué. Avec la sécheresse de l'été, la récolte hongroise a été modeste. Les 140 000 tonnes de patates locales risquent d'être épuisées avant la fin de l'année. Habituellement, d'autres sont importées pour combler le manque. Mais cette année, les prix bloqués combinés à un forint (la monnaie hongroise) historiquement bas rendraient l'opération déficitaire.

Les épiceries sont déjà mal en point. Dans une rue du VIIIe arrondissement de Budapest aux façades lépreuses, le mini Coop offre deux petits rayons de produits frais, légumes, fruits et biscuits éclairés par des néons blafards. La gérante aux yeux maquillés de bleu fume sur le trottoir. *«Les prix augmentent chaque jour, on refait les étiquettes sans cesse*, dit-elle. *Chaque semaine quand on commande aux fournisseurs, c'est plus cher que la semaine précédente.»* Elle ne vend presque pas de produits à prix gelés, qui ne lui permettent pas de rentrer dans ses frais. Les retraités du quartier se contorsionnent pour joindre les deux bouts. *«L'ambiance devient vraiment triste. Une dame est passée, elle a pris quatre patates pour faire sa soupe. Avant, c'était 2 kilos. De plus en plus de gens parlent de partir, plus seulement des jeunes mais des familles aussi.»* Elle-même ne sait pas si elle sera là le mois prochain. Face à la hausse des frais généraux, son magasin menace de fermer.

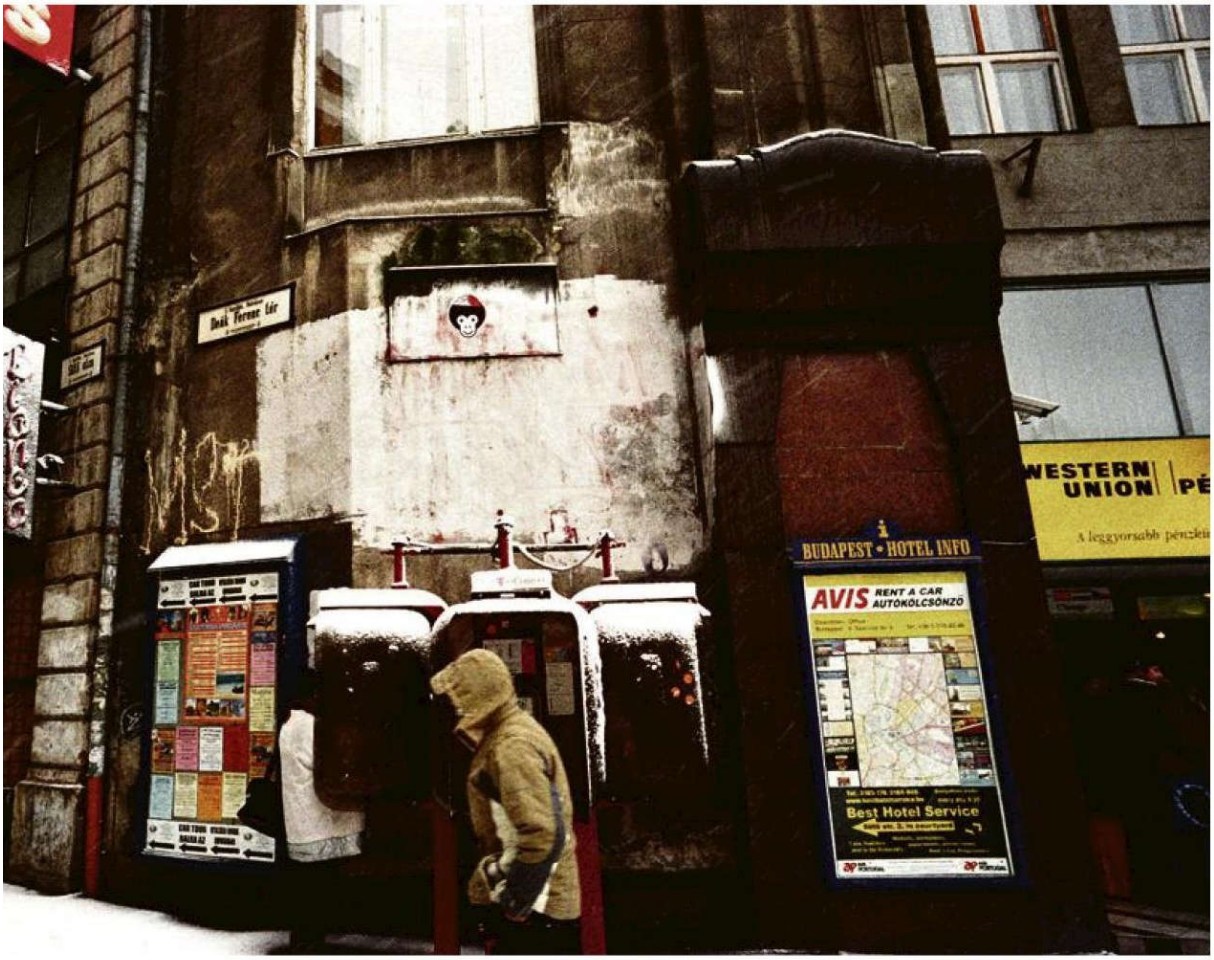
FACTURES D'ÉNERGIE MULTIPLIÉES PAR SIX

L'inflation remonte la chaîne alimentaire. Les restaurateurs jonglent entre prix des matières premières et budget rogné des clients. Dans sa minuscule boutique près de la gare, Robert rêve de *«machines à crêpes américaines automatisées». «On appuie sur un bouton et, hop, la crêpe sort»*, dit-il. En attendant, il fait ses crêpes à la main et achète les ingrédients dans les supermarchés du coin. Il a les prix en tête. *«Au Aldi, la boîte d'œufs, c'est 1 600 forints et 1 400 au Lidl* [3,95 et 3,45 euros, ndlr]. *Il faut savoir tout ça.»* Ses prix à lui ont plus que doublé en une semaine, passant de 75 à 200 forints la crêpe.

Avec ses serveurs en chemise blanche et son atmosphère de chalet, le Király100, un restaurant traditionnel du centre, ne joue pas dans la même catégorie. Mais Attila Radványszki, son patron, doit lui aussi faire des calculs. *«Ce sont les clients étrangers qui nous sauvent. On a la chance d'être dans la capitale et d'avoir les touristes. A la campagne, les restaurateurs souffrent beaucoup plus»*, explique-t-il. Le menu en est à sa quatrième augmentation depuis l'été. *«30% à 40% de hausse, alors que le prix de beaucoup d'ingrédients a doublé. On ne veut pas y aller trop fort pour ne pas perdre nos habitués»*, indique Attila Radványszki. Son problème le plus sérieux concerne les factures d'énergie. Elles ont été multipliées par six depuis le 1er octobre, avec la fin du bouclier énergétique que le gouvernement a dû abandonner.

Depuis 2013, commerces, particuliers et collectivités locales

> «Une dame a pris quatre patates pour sa soupe. Avant, c'était 2 kilos. De plus en plus de gens parlent de partir, des jeunes et des familles.»
>
> **Une gérante d'un magasin Coop**



beaucoup de bâtiments et de services ont préféré fermer les portes pour l'hiver plutôt que d'allumer le chauffage. PHOTO CYRIL BITTON. DIVERGENCE

payaient gaz et électricité à des tarifs très avantageux. Depuis sa suppression annoncée cet été, seuls les foyers en bénéficient encore, à condition de garder leur consommation sous une barre censée correspondre aux besoins d'une famille de quatre personnes. *«Ce mécanisme était l'un des totems politiques du Fidesz, mais avec les bouleversements amenés par la guerre et la frénésie de dépenses consenties avant les élections, il n'était plus tenable sur le plan budgétaire»*, explique un bon connaisseur de la politique hongroise. Alors que l'homme fort de la Hongrie a construit une partie de sa popularité sur ses mesures de redistribution, *«la détérioration de l'économie pourrait être la plus grosse crise que Viktor Orbán ait eue à affronter»*, estime la même source.

«J'AI DES SUEURS FROIDES EN CE MOMENT»

Avec l'explosion des prix de l'énergie, beaucoup de bâtiments et de services ont préféré fermer les portes pour tout l'hiver plutôt que d'allumer le chauffage. L'hôtel Hungaria, le plus grand du pays avec ses 499 chambres, est fermé jusqu'au mois de mars. Dans le hall où les chariots à bagages ont été soigneusement alignés, des chaînes bloquent les portes d'entrée. Dans la rue d'à côté, le théâtre Erkel, l'un des sites de l'opéra national, est aussi fermé jusqu'au printemps, comme des dizaines de bibliothèques en province ou les bains des petites villes.

Au Trafó, les lumières sont encore allumées. *«Etre là et être toujours ouvert est une forme de performance en soi»*, sourit Beáta Barda, la directrice de cette salle qui accueille spectacles de danse contemporaine et de théâtre. Elle s'estime chanceuse : ses nouveaux contrats d'électricité et de gaz n'ont multiplié les prix «que» par quatre et cinq. Avec un budget fixe, la seule solution est de réduire les coûts : à partir de janvier, le Trafó fermera trois jours par semaine. Trois jours sans répétitions ni représentations pour économiser sur l'éclairage de la scène, très gourmand en électricité, et un programme tronqué. *«C'est le plan pour l'instant*, expose Beáta Barda derrière ses lunettes rondes. *Si l'hiver est particulièrement rude, il faudra peut-être faire plus. Et nous attendons de voir si nos spectateurs auront toujours les moyens et l'envie de venir. Avant le lancement de chaque spectacle, j'ai toujours des sueurs froides en ce moment.»*

Dans cette Hongrie qui commence à tourner au ralenti, les bâtiments publics font des économies de bouts de chandelle. Le chauffage y est fixé à 18°C. Dans certaines écoles, qui comptent déjà sur les parents pour fournir craies ou papier toilette, on demande aux élèves de venir en classe avec une couverture. *«Les vacances d'hiver ont été rallongées et environ la moitié des bâtiments du campus sont fermés pour un mois, le temps des examens»*, raconte Zsolt Gilányi, le chef du département d'économie de l'université polytechnique de Budapest.

«POLITIQUE DE L'ASSIETTE AU BEURRE»

Attablé dans un Mcdonald's de son quartier, il ne cache pas sa sympathie pour le Fidesz. *«Mais sur le plan économique, leurs mesures n'ont pas beaucoup de sens*, reconnaît-il. *Le gouvernement a dépensé beaucoup pour aider les familles à acheter un logement, en accordant 30 millions de forints aux couples avec au moins trois enfants. Trop d'argent a été concentré sur le secteur immobilier et les prix ont flambé.»* Au début de l'année, juste avant les élections, les dépenses ciblées vers les électeurs ont explosé : treizième mois de retraite, crédit d'impôt pour les familles et exonération d'impôts pour les moins de 25 ans. Désormais privé d'une partie des fonds européens – réponse de Bruxelles aux attaques de Viktor Orbán contre l'Etat de droit –, le gouvernement peine à financer ces mesures, qui ont contribué à alimenter l'inflation. *«La réélection de Vikor Orbán s'est faite en grande partie grâce à sa plateforme économique, avec une politique de l'assiette au beurre classique* [des dépenses publiques destinées à bénéficier aux électeurs d'un parti, ndlr]», explique László Csaba, professeur d'économie politique à l'Université d'Europe centrale contrainte de quitter Budapest en 2018 en raison de pressions gouvernementales. *«Au cours des années précédentes, les fonds européens représentaient 4 % à 5 % des dépenses publiques. Pour compenser le manque, l'Etat va devoir emprunter sur les marchés»*, complète le chercheur.

Le gouvernement n'a pas été long à trouver un nouveau bouc émissaire à ses problèmes économiques. Dans les rues de la capitale, des grandes affiches bleu clair barrées d'un missile ont été placardées partout depuis un mois. *«Les sanctions de Bruxelles nous ruinent»*, proclament-elles. Viktor Orbán, lui, caracole toujours en tête des sondages de popularité, avec 53 % d'intentions de votes pour le Fidesz. ◆

carnet

DÉCÈS

Paris (75)
La famille
de

M. Pascal JOSÈPHE

père, grand-père, frère, oncle et ami

A la douleur de vous annoncer son décès survenu à Montreuil, le 20 novembre 2022, à l'âge de 68 ans.

La cérémonie d'hommage aura lieu ce vendredi 25 novembre à 9h30 au Studio Gabriel 9 avenue Gabriel 75008 Paris.

FAMILLEPASCALJOSEPHE@GMAIL.COM

Libération

Vous organisez un colloque, un séminaire, une conférence...
Contactez-nous

Réservations et insertions
la veille de 9h à 11h
pour une parution le lendemain

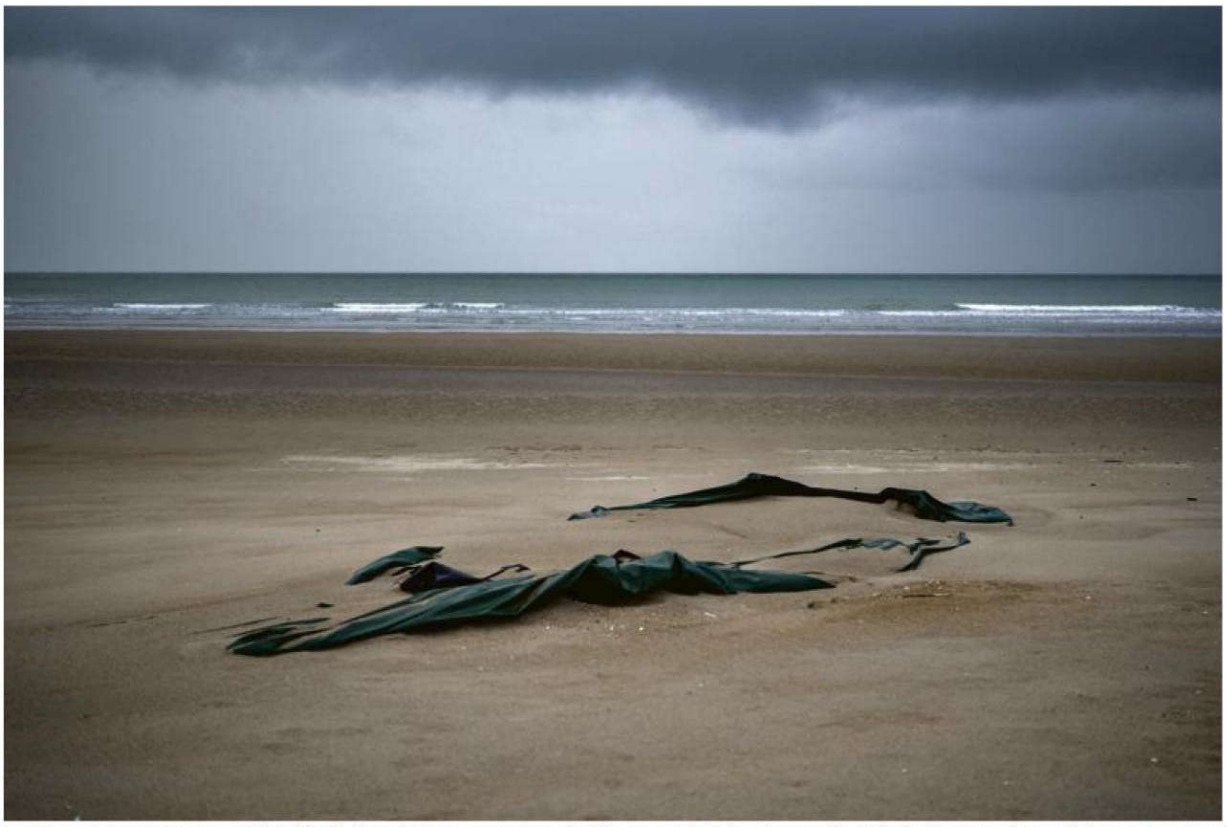
Tarifs : 16,30 € TTC la ligne
Forfait 10 lignes : 153 € TTC pour une parution
15,30 € TTC la ligne suppl.
abonnée et associations : -10 %

Tél. 01 87 39 80 00

Vous pouvez nous faire parvenir vos textes par e-mail : carnet-libe@teamedia.fr

01 87 39 80 00
carnet-libe@teamedia.fr

Libération Jeudi 24 Novembre 2022



Le 24 novembre 2021, 27 candidats à l'exil, dont six femmes et une petite fille, se noyaient dans la Manche. A droite, le centre d'accueil de Manston, dans le Kent, le 7 novembre. Conçu

DEMANDES D'ASILE

Au Royaume-Uni, une crise plus politique que migratoire

Même si les chiffres montrent que le pays fait partie de ceux qui accueillent le moins de demandeurs d'asile en Europe, la rhétorique du gouvernement conservateur attise la haine de l'étranger quand les mesures annoncées se font de plus en plus restrictives et dissuasives.

Par
JULIETTE DÉMAS
Correspondante à Londres

Des réfugiés qui arrivent en canots gonflables sur les côtes britanniques. Depuis plusieurs années, l'image fait régulièrement la une des journaux britanniques de tous bords. Un record a été dépassé le 13 novembre : quelques centaines d'arrivées ont porté à 40 000 le nombre de personnes ayant traversé la Manche pour rejoindre le Royaume-Uni cette année. En 2021, le total s'élevait à 28 526. En 2018, ils n'étaient que 299 à tenter le voyage. Il y a exactement un an, 27 candidats à l'exil, dont six femmes et une petite fille, se noyaient dans la Manche.

Londres vient de signer un accord avec la France, d'où partent ces canots. L'Etat britannique doit verser plus de 72 millions d'euros en 2022-2023 pour aider les autorités françaises à empêcher le départ des embarcations, en renforçant les patrouilles, les échanges d'informations et la coopération. Le phénomène n'est pas nouveau, et cet accord et l'aide financière qui va avec ne sont pas les premiers. Mais alors que les chiffres grimpent, la rhétorique du gouvernement conservateur attise la haine de l'étranger et divise plus que jamais.

La ministre de l'Intérieur, Suella Braverman, proche de l'extrême droite, affirme carrément qu'il s'agit d'une *«invasion»*, au lendemain de l'attaque d'un centre d'accueil des migrants à Douvres par un homme *«motivé par une idéologie d'extrême droite»*. Et de joindre aux mots les images : le 3 novembre, Braverman visitait le centre d'accueil voisin de Manston, dans le Kent, débarquant en hélicoptère Chinook, un appareil militaire plus couramment utilisé sur les terrains de guerre ou pour les évacuations. La crise est-elle si sévère, pour générer de telles réactions ?

«CRUAUTÉ VOLONTAIRE»

«Non», tranche sans hésiter Bridget Chapman, activiste installée dans le Kent qui organise des rassemblements en soutien aux réfugiés. Pour elle, ce ne sont pas les arrivées qui posent problème, mais l'attitude du gouvernement. En effet, le chiffre de 40 000 traversées et de 63 000 demandes d'asile fait pâle figure par rapport aux données de l'Allemagne, qui a enregistré plus de 190 000 demandes en 2021. *«Même la France en reçoit deux fois plus que le Royaume-Uni*, s'indigne Bridget Chapman. *Il faut garder à l'esprit que les gens sont d'abord déplacés dans les pays proches de là d'où ils viennent : le Liban fait 4% de la superficie du Royaume-Uni et accueille plus de 1,5 million de réfugiés. Ceux qui veulent rejoindre notre pays ont leurs raisons : ils ont de la famille ici, ils viennent des anciennes colonies…»*

Selon le Refugee Council, qui s'appuie sur les chiffres du ministère de l'Intérieur, 91% des personnes qui arrivent par la Manche viennent de dix pays présentant un danger pour les droits humains (Afghanistan, Iran, Syrie, Irak, Soudan, Yémen ou encore Erythrée). A leur arrivée, 98% d'entre eux déposent une demande d'asile. L'Observatoire des migrations d'Oxford avance que le taux de validation de ces demandes a bondi

pour accueillir 1600 réfugiés, il en abriterait près de 4000 dans des conditions indignes. PHOTOS GETTY IMAGES. REUTERS

en 2021, pour atteindre 72% de réponses positives. Les réfugiés ont également la possibilité de passer en appel, et gagnent dans plus de la moitié des cas.

Pour Bridget Chapman, le basculement est arrivé au moment du Brexit. Avec la poussée du Ukip (United Kingdom Independence Party), parti nationaliste et eurosceptique alors dirigé par Nigel Farage, le discours sur l'immigration se transforme, selon l'activiste: *«Les gens se sont mis à utiliser des mots comme "afflux" ou "vague", et c'est devenu un des points clés du débat.»* Pendant la campagne, Nigel Farage pose, tout sourire, devant une affiche montrant une file de réfugiés syriens pour inviter l'électeur à *«reprendre le contrôle»*. Un montage qui fait scandale à l'époque, médias et politiques dénonçant *«une campagne de propagande»* raciste et *«répugnante»*, inspirée de l'imagerie nazie. Mais le message, lui, reste.

«Le Ukip est devenu une force avec le potentiel de récupérer certains sièges conservateurs. Ceux-ci ont décidé de le neutraliser en occupant le même terrain, et ont repris ce langage négatif sur l'immigration», explique Bridget Chapman. En janvier 2016, l'année du référendum, le Premier ministre David Cameron parlait notamment d'un *«déferlement»* de migrants *«entrant par effraction»* dans le Royaume-Uni. *«Il est maintenant trop tard pour que le gouvernement fasse volte-face, car ces voix leur sont nécessaires*, estime l'activiste. *On se retrouve donc prisonniers d'une minorité farouchement anti-immigration.»* Pour elle, la déshumanisation des réfugiés, dont se défend mollement le gouvernement, est délibérée: *«Si on ne voit pas ces gens comme des humains, il n'y a pas besoin de les traiter décemment.»* Une *«cruauté volontaire»* de la part d'élus, qui *«pensent que si les conditions d'accueil des migrants ont la réputation d'être mauvaises, ils seront moins nombreux à venir»*.

> «Les gens vont continuer à arriver, et les gens vont continuer à mourir dans la Manche.»
>
> **Bridget Chapman**
> activiste

«TROIS ANS» D'ATTENTE

Que penser alors des chiffres qui doublent, et du système d'accueil débordé? Car il n'est désormais pas rare qu'un millier de personnes débarquent en une journée dans le Kent, et le centre de Manston, conçu pour accueillir un maximum de 1600 personnes, a été épinglé pour abriter près de 4000 réfugiés dans des conditions indignes. Les routes légales ont été peu à peu fermées par l'Etat britannique et la traversée est parfois le seul moyen de rejoindre le Royaume-Uni, même pour rejoindre sa famille. *«Avant, les gens arrivaient par camion et s'éparpillaient. Les bateaux sont bien plus visuels»*, souligne Bridget Chapman. Autre problème: le système de traitement des demandes d'asile est ralenti par un manque d'investissements et de personnels. En juin, il y avait donc plus de 127 000 dossiers en attente de réponse. Moins d'un tiers des dossiers sont traités en six mois, et certaines familles attendent déjà une réponse depuis trois ans. Le nombre de places d'accueil vient donc à manquer, et l'administration n'a d'autre choix que de réserver des chambres d'hôtel, une solution inadaptée et coûteuse – 6,8 millions de livres (7,8 millions d'euros) par jour en octobre, selon la ministre de l'Intérieur. Le Refugee Council estime que le coût des demandeurs en attente depuis plus de six mois s'élevait à 220 millions de livres (253 millions d'euros) en 2021. L'immense majorité des candidats reçoit pourtant une réponse positive. Les associations s'agacent de voir le gouvernement dépenser 140 millions de livres (160 millions d'euros) dans son projet d'envoyer les demandeurs d'asile au Rwanda, pour l'instant au point mort. Une fraction de la somme aurait suffi à rendre le processus de demande d'asile plus rapide.

Malgré une politique dissuasive, *«les gens vont continuer à arriver, et les gens vont continuer à mourir dans la Manche»*, déplore Bridget Chapman. Le drame d'il y a un an du naufrage d'un canot pneumatique sur lequel avaient embarqué une trentaine de personnes, ne laissant que deux survivants, a marqué les esprits. L'enquête sur les circonstances du drame, publiée par *le Monde*, a révélé que les secours français comme anglais n'ont pas répondu aux appels au secours et qu'aucun moyen de sauvetage ne leur a été envoyé. *«On espérait que cette tragédie change l'attitude du gouvernement»*, se rappelle-t-elle. Elle attend toujours.

«Cette crise n'est que la version britannique du mur de Trump»

Pour la chercheuse Tanja Bueltmann, la réaction politique aux chiffres de l'immigration, peu élevés, rappelle les actions de gouvernements populistes.

Pour Tanja Bueltmann, professeure en histoire des diasporas et de l'immigration à l'université de Strathclyde (Glasgow), le Royaume-Uni a façonné sa propre crise en fermant les routes légales pour les demandeurs d'asile.

Comment expliquer l'attitude du gouvernement britannique face aux réfugiés?

Depuis de nombreuses années, la tendance politique au Royaume-Uni vise à créer un environnement hostile aux migrants. Il s'agit d'être vu comme le moins accueillant possible pour que les gens n'aient plus envie de venir. Même le statut de résident permanent auquel les Européens ont dû postuler après le Brexit suit cette logique: tout le monde a dû s'inscrire, notamment des gens qui étaient déjà présents depuis des années. Les conservateurs, au pouvoir depuis longtemps *[2010, ndlr]*, sont les principaux architectes de cette culture politique, mais les travaillistes y ont également contribué. Ce week-end, Keir Starmer *[chef du Labour]* utilisait une rhétorique similaire en affirmant qu'il y avait trop de travailleurs étrangers employés par le système de santé.

MAREK BERNAT

INTERVIEW

Cette situation est-elle spécifique au Royaume-Uni?

Les chiffres de l'immigration britannique ne sont pas élevés: le pays est dans une crise qu'il a fabriquée lui-même. On retrouve ce schéma dans d'autres régions du monde, la situation actuelle n'est que la version britannique du mur de Trump, ou des barrières de Viktor Orbán *[qui a installé une clôture à la frontière serbo-hongroise]*. Instiller la peur et la haine est une recette directement tirée du recueil populiste.

Quelle est l'origine de la crise?

La raison pour laquelle les gens viennent en bateau, c'est que le Royaume-Uni n'a pas de routes sûres pour faire venir les demandeurs d'asile. Ils les ferment, dans cette logique de création d'un environnement hostile, et le Brexit a empiré la situation. Pour mettre un terme à cette crise, il ne faut pas investir pour avoir plus d'officiers côté français – c'est une politique ratée d'avance. Il faut des itinéraires sécurisés. Cette attitude est inquiétante, car si les Britanniques pensent que les chiffres actuels sont élevés, que se passera-t-il lorsque la crise climatique générera des mouvements de population? Fermer les frontières et repousser les gens n'est pas la solution.

Depuis le Brexit, le Royaume-Uni souhaite accueillir des étrangers qualifiés et propose un système de visas à points…

Nous avons besoin de migrants avec tous types de compétences. Par exemple, la crise du système de santé est liée au fait que les patients ne peuvent pas sortir de l'hôpital assez rapidement car les services d'aide à la personne manquent de personnel. Or ces services comptent énormément de non-citoyens *[qui auraient du mal à obtenir un visa selon les règles actuelles]*. Le système à points se trompe de cible. L'université d'Oxford n'aura pas de mal à faire venir des migrants qualifiés, mais comment les attirer dans des régions dépeuplées quand les visas sont compliqués à obtenir? Cela aura un impact sur les zones les plus pauvres.

Recueilli par **J.Dé**
(à Londres)

IVG A l'Assemblée, l'incertaine incursion dans la Constitution

L'hémicycle doit examiner ce jeudi une proposition de loi de LFI visant à inscrire le droit à l'avortement dans la Constitution. Une démarche qui a peu de chances d'aboutir, et qui ne réglera pas les difficultés d'accès à l'IVG sur le terrain.

A Paris samedi.
PHOTO AMAURY CORNU. HANS LUCAS

Par
VIRGINIE BALLET
et **LAURE EQUY**

Sommes-nous à l'aube d'une *«victoire historique»*, comme l'espère la présidente des députés LFI, Mathilde Panot ? Ou d'un *Koh Lanta* parlementaire à l'issue très hypothétique ? Les députés devraient en tout cas examiner ce jeudi la proposition de loi insoumise visant à inscrire le droit à l'avortement et à la contraception dans la Constitution française. Le texte prévoit d'ajouter un nouvel article au titre VIII, qui disposerait que *«nul ne peut porter atteinte au droit à l'interruption volontaire de grossesse et à la contraception. La loi garantit à toute personne qui en fait la demande l'accès libre et effectif à ces droits»*. Dès lundi, rebelote, avec un autre texte, issu cette fois des rangs de la majorité et porté par la cheffe des députés Renaissance, Aurore Bergé. Celui-là ambitionne de graver cette phrase dans le marbre : *«Nulle femme ne peut être privée du droit à l'interruption volontaire de grossesse»*, formulation moins complète puisque occultant la contraception, et jugée problématique par certaines associations de défense des droits des personnes trans, puisque genrée. Avant leur examen dans l'hémicycle, les deux textes ont été adoptés en commission.

Née après le coup de tonnerre suscité par l'abrogation de Roe v. Wade par la Cour suprême américaine, en juin, cette volonté de constitutionnaliser ce droit chèrement acquis il y a bientôt quarante-huit ans via la loi Veil, réclamée par les associations et militantes féministes, *«rendrait la loi beaucoup plus difficilement modifiable»*, analyse Diane Roman, professeure de droit public à l'école de droit de la Sorbonne. *«Concrètement, le législateur ne pourrait plus prendre de mesures régressives qui porteraient atteinte au droit à l'IVG»*, poursuit-elle. *«Sur le plan symbolique, c'est important, ne serait-ce que pour consacrer l'IVG comme un droit»*, estime quant à lui Philippe Faucher, gynécologue obstétricien et vice-président du Réseau entre la ville et l'hôpital pour l'orthogénie.

«UN RÉFÉRENDUM SERAIT RISQUÉ»

Mais le chemin est long et parsemé d'embûches : il faudrait qu'au moins l'une des propositions de loi constitutionnelle soit adoptée dans les mêmes termes à l'Assemblée nationale, puis au Sénat. Or, la Chambre haute, où la droite est majoritaire, a retoqué le 19 octobre un texte prévoyant justement de constitutionnaliser l'IVG, porté par la sénatrice écolo Mélanie Vogel. *«Ne touchons à la Constitution que d'une main tremblante»*, répète le président LR du Sénat, Gérard Larcher, depuis l'été, signe de l'hostilité qui règne au Palais du Luxembourg. Ensuite, il resterait à organiser un référendum, objet traditionnellement à haut risque pour le président de la République, qui peut tout aussi bien le convoquer… ou le remiser au placard.

Si elle soutient avec force l'idée de constitutionnaliser l'IVG, Sarah Durocher, coprésidente du Planning familial, craint surtout qu'un *«référendum ne fasse émerger des discours indigestes ou violents, comme cela a pu se produire pendant les débats autour de l'allongement du délai légal de recours, ces deux dernières années»*. D'autant que ce sont plutôt les opposants qui ont tendance à se mobiliser en pareils cas… *«Dans l'histoire française, les référendums sont souvent utilisés comme des instruments de contestation du pouvoir en place»*, rappelle Diane Roman. *«Un référendum serait risqué – pas tant pour ses résultats puisqu'une majorité de la population soutient le droit à l'IVG – mais plutôt pour tout ce que cela pourrait ouvrir de débats, alors que ça n'est plus à discuter»*, estime Claire Wolker, sage-femme orthogéniste (spécialiste du contrôle des naissances) et membre du conseil d'administration de l'Association nationale des centres d'IVG et de contraception (Ancic). Signe de cette adhésion sociétale : une pétition réclamant la constitutionnalisation du droit à l'IVG a récolté plus de 160 000 signatures.

«IL FAUT DES VICTOIRES POLITIQUES»

Il existerait pourtant un moyen de contourner le référendum, réclamé notamment par le Haut Conseil à l'égalité, instance nationale consultative indépendante : que l'exécutif prenne les choses en main en déposant un projet de loi. L'adoption du texte dans les mêmes termes par les deux chambres serait toujours nécessaire, mais pas le référendum. Les parlementaires pourraient alors être réunis en Congrès à Versailles et adopter le texte à une majorité des trois cinquièmes. *«Par le passé, les révisions constitutionnelles ont toujours eu lieu par le biais de projets de loi»*, appuie Diane Roman. Ce fut notamment le cas en 2007, lorsque l'abolition de la peine de mort fut inscrite dans la Constitution.

S'il applaudit les initiatives des parlementaires, le gouvernement n'en fait pas un dossier en haut de sa pile. Tout en rappelant que *«le vrai problème est le maillage territorial des gynécologues et l'accès pratique à la contraception»*, une ministre salue *«une belle avancée symbolique. Le gouvernement est tout à fait pour !»* De là à s'emparer du sujet ? *«La majorité est à la manœuvre, il faut aussi des victoires politiques au groupe Renaissance»*, esquive la même. Au Sénat en octobre, le garde des Sceaux avait promis Suite page 12

Chez la droite et l'extrême droite, ça grince des rangs

Alors que certains de leurs députés se sont violemment opposés à l'IVG, LR et le RN veulent éviter de passer pour des rétrogrades lors de l'examen de la proposition de loi insoumise ce jeudi.

«*Le truc est sorti du tube. Il va falloir se positionner pour ou contre l'IVG, car les subtilités juridiques, dans ce genre de texte, tout le monde s'en fout. Donc ça va être un bordel monstrueux. Une sorte de saison 2 de la manif pour tous, avec moins d'audience!*» Ce diagnostic alarmé, posé par un collaborateur LR, résume l'état d'esprit des députés de droite et d'extrême droite mercredi, à la veille de l'examen de la proposition LFI visant à constitutionnaliser le droit à l'avortement. Et à l'approche d'un texte similaire qui sera défendu par la majorité le 28 novembre.

Equation. L'embarras est palpable chez les deux groupes, qui n'imposeront pas de consigne de vote à leurs membres. «*On considère que ce débat, on aurait pu se l'épargner*», estimait le patron des députés LR, Olivier Marleix, début novembre. Même soupir chez son homologue du Rassemblement national, Marine Le Pen: «*A l'heure où les Français sont touchés par de multiples crises […], il apparaît tout à fait décalé d'ouvrir un débat qui, s'il existe aux Etats-Unis, n'existe pas en France, aucune force politique n'envisageant de remettre en cause l'accès à l'IVG*», s'est-elle émue mardi. Une députée LR résume l'équation: «*C'est une rivalité entre la majorité et la Nupes. Nous, on ne veut pas être cornérisés.*»

A première vue, le RN semble avoir le plus de plumes à perdre. «*Chez eux, il y a de profonds anti-IVG*», salive un parlementaire de droite, soulignant le silence des lepénistes lors de l'examen du texte en commission. Historiquement, la formation d'extrême droite a toujours été à la pointe du combat contre la loi Veil, considérée comme le pendant de l'immigration pour faire disparaître – on ne disait pas encore «*grand-remplacer*» – le peuple français. Plusieurs députés, dont deux proches de la patronne, Laure Lavalette et Caroline Parmentier, ont tenu des propos anti-avortement dans le passé. Mais depuis le milieu des années 2010, Marine Le Pen a délesté de son programme les aspects les plus réactionnaires sur le plan moral. L'extrême droite frontiste craint de se faire caricaturer en ringarde anti-IVG, comme l'en menace la majorité: «*On pointera du doigt ceux qui ne votent pas le texte*», prévient la députée Renaissance Sarah Tanzilli.

«On considère que ce débat, on aurait pu se l'épargner», estimait le patron des députés LR, Olivier Marleix, début novembre. Même soupir chez son homologue du Rassemblement national, Marine Le Pen.

Parade. Flairant aussi le bourbier, la droite a répliqué. LR craint que le contenu de la proposition de LFI ne remette en cause l'idée de délai pour pratiquer une IVG. Le groupe a donc déposé deux amendements identiques, sur les textes de la gauche et de la majorité, visant à constitutionnaliser les «*principes fondamentaux*» de la loi Veil, «*tant sur le droit de la femme à demander l'IVG que [pour] reconnaître le respect de tout être humain dès le commencement de la vie*». A la loi de 1975 dépénalisant l'avortement s'ajouteraient dans la Constitution les apports législatifs acquis depuis, comme le délit d'entrave (1993), la gratuité de l'IVG pour toutes les femmes (2013), la suppression du délai minimal de réflexion d'une semaine pour avorter (2016) ou l'allongement du délai légal de douze à quatorze semaines, adopté au Palais-Bourbon en février. Prise de position habile qui permet de ne pas s'opposer aux deux textes – et donc s'afficher comme pro-IVG – tout en essayant de limiter leur portée.

Au RN, on a trouvé la parade tellement bonne qu'on s'est empressé de la recopier. Lundi, Le Pen fait fuiter dans la presse un amendement quasi similaire, qui vise à inscrire dans le préambule de la Constitution une référence «*aux dispositions du titre premier du livre II de la deuxième partie du code de la santé publique*» – soit l'état actuel de la loi Veil. Ce quasi-fac-similé a eu le don d'énerver Olivier Marleix, qui a hurlé au «*très mauvais plagiat*». «*Même un étudiant en première année de droit n'écrirait pas une ânerie pareille.*» De fait, l'amendement rédigé par le RN est plus que bancal juridiquement puisque même inscrit dans la loi fondamentale, le code de la santé publique peut être modifié par une simple loi ordinaire. «*C'est un argument de bateleur d'estrade*», s'amuse le constitutionnaliste Didier Maus. «*On s'en fout, on pose le débat*», évacue un cadre RN.

Mais l'essentiel n'est pas là, pour les amis de Marine Le Pen, soucieux de ne pas passer pour des rétrogrades… tout en cherchant à sanctuariser le délai de quatorze semaines et la clause de conscience du personnel médical, principal frein au recours à l'IVG dans plusieurs pays européens. Pour le reste, le RN a déposé près de 35 amendements, la plupart sans rapport avec le sujet, pour jouer l'obstruction sur le texte de LFI. «*C'est pour les pourrir de leur comportement odieux envers nous*», grince un cadre.

VICTOR BOITEAU *et* **NICOLAS MASSOL**

Suite de la page 10 que *«le gouvernement répondra [it] présent pour soutenir chacune des initiatives parlementaires nombreuses en la matière»*. De là à monter en première ligne? *«Il faut laisser vivre la discussion parlementaire»*, soutient pudiquement son cabinet.

Proposition ou projet de loi constitutionnelle? Congrès ou référendum? Avant même de se poser ces questions, il faudrait d'abord que députés et sénateurs accordent leurs violons, rappelle-t-on au gouvernement. Puisque ce n'est pas le cas, qu'irait faire l'exécutif dans cette galère? Une conseillère ministérielle entrevoit par ailleurs une autre voie de passage. Emmanuel Macron avait promis d'installer une *«commission transpartisane»*, chargée de réfléchir à l'avenir de nos institutions. En vue d'une éventuelle réforme de la Constitution, la possibilité d'inscrire l'IVG dans le marbre de la loi fondamentale serait alors évoquée dans ce cadre. Pas demain la veille, comprend-on.

Pour activer la manœuvre, le collectif «Avortement en Europe, les femmes décident» en appelle à Elisabeth Borne. La Première ministre doit *«tenir ses engagements»*, estiment les militantes, pointant une *«stratégie gouvernementale d'évitement»* et une *«volonté politique tiède vis-à-vis du droit à l'avortement»*. Si le collectif soutient l'inscription du droit à l'avortement dans la Constitution, il estime aussi que cela ne *«réglera pas l'ensemble des obstacles d'accès à ce droit»*.

Ces difficultés, nombreuses, avaient fait l'objet d'un rapport d'information accablant de la délégation aux droits des femmes, en septembre 2020, qui pointait, entre autres, des *«infrastructures pas à la hauteur des besoins dans certains départements»* et un *«acte médical peu valorisé»*. *«A l'inverse de la PMA, de la chirurgie ou de l'obstétrique, l'avortement et la contraception sont plutôt délaissés par les gynécos en France, alors que cela fait partie de la vie d'une femme sur trois»*, observe Philippe Faucher, pour qui il faut *«donner les moyens humains et matériels à un hôpital public en état de déliquescence»*.

«L'UNE DES PREMIÈRES CHOSES QU'ON SACRIFIE»

Ce constat, le Planning familial le partage au quotidien: *«L'avortement est central en matière de politique de santé: c'est l'une des premières choses que l'on sacrifie. Quand on ferme une maternité, bien souvent, on ferme aussi un centre d'IVG public, ce qui réduit l'offre disponible pour les femmes et peut compliquer la tâche des mineures ou des femmes sans papiers, pour qui l'hôpital est sécurisant»*, dénonce Sarah Durocher.

Selon une étude de la Direction de la recherche, des études et de l'évaluation de la statistique (Drees) parue en 2021, entre 2000 et 2017, le nombre de maternités est ainsi passée de 717 à 496. Le Planning familial estime que ces quinze dernières années, 130 centres d'IVG ont été fermés, quand pour l'Ancic, ce seraient même 188 centres qui auraient mis la clé sous la porte en vingt ans. Résultat: *«De plus en plus de femmes doivent se déplacer d'un département à l'autre pour avoir accès à l'IVG»*, alerte la coprésidente du Planning. Selon le rapport parlementaire cité précédemment, en France, le délai entre la première demande des femmes auprès d'un professionnel, libéral ou hospitalier, et la réalisation effective d'une IVG est en moyenne de 7,4 jours. *«Il peut varier de trois à onze jours selon les régions»*, alertaient les auteures. *«L'Ancic demande que la loi s'applique scrupuleusement sur tout le territoire: il faut pour cela consolider la formation en orthogénie et en santé sexuelle dans les études médicales et en maïeutique»*, réclame Claire Wolker. Ce manque de formation, elle en voit les conséquences concrètes sur la prise en charge des femmes, bien souvent privées du choix de leur méthode d'anesthésie lors d'une IVG instrumentale, à l'inverse de ce que préconise la Haute Autorité de santé.

> «Un référendum pourrait faire émerger des discours indigestes ou violents, comme cela a pu se produire pendant les débats autour de l'allongement du délai légal de recours.»
>
> **Sarah Durocher**
> coprésidente du Planning familial

DOUBLE CLAUSE DE CONSCIENCE

Autre point de crispation régulièrement pointé du doigt: la double clause de conscience appliquée à l'IVG. Adoptée comme un compromis pour faire passer la loi Veil, cette clause de conscience spécifique *«démontre que l'on considère toujours l'avortement comme un acte médical à part. Il est temps que l'IVG soit un acte comme les autres»*, plaide Sarah Durocher, du Planning familial. Une récente tentative d'abolir cette clause, lors du vote de la loi Gaillot ayant étendu le délai légal de recours, a échoué. Et depuis, remarque Claire Wolker, *«certains médecins arguent de leur clause de conscience pour refuser de pratiquer des IVG à tout terme. Certains par exemple n'en pratiquent plus au-delà de dix semaines, ce qui constitue un frein supplémentaire à l'application de la loi»*. Ce jeudi, le collectif «Avortement en Europe, les femmes décident» appelle à une manifestation sur l'esplanade des Invalides, à Paris, histoire de rappeler l'ampleur des chantiers qui restent à mener.

Rens.: Ivg-contraception-sexualites.org.

Marine Le Pen (debout de dos), au Palais-Bourbon le 19 octobre. PHOTO ALBERT FACELLY

Malte entrouvre la porte à l'avortement

Après l'évacuation d'une touriste cet été à cause d'une fausse couche dangereuse que les médecins n'avaient pas le droit de soigner, le pays envisage de légaliser l'IVG en cas de mise en danger de la vie de la mère.

Quand Andrea Prudente est arrivée à Malte en juin pour ses vacances, elle ne savait pas que l'avortement y était interdit, quelle qu'en soit la raison. Elle l'a découvert à ses dépens, après avoir fait une fausse couche partielle lors de sa seizième semaine de grossesse. Les médecins de l'île lui ont annoncé que son fœtus n'avait aucune chance de survie, qu'elle risquait une infection potentiellement mortelle, mais qu'ils ne pouvaient rien faire tant que les battements de cœur du fœtus pouvaient être détectés.

Pas en avant. Pendant cinq jours, Andrea Prudente est restée bloquée en observation à l'hôpital Mater Dei, où les médecins vérifiaient régulièrement que les pulsations cardiaques du bébé qui ne naîtrait jamais étaient toujours audibles. Finalement, malgré les risques d'hémorragie en vol, elle a été évacuée vers l'Espagne où elle a été prise en charge.

L'histoire de cette touriste américaine, et une pétition signée par 135 médecins de l'île, a poussé le gouvernement socialiste à entrouvrir la porte à l'avortement légal. Un projet de loi a été déposé lundi pour *«protéger la santé des femmes enceintes souffrant de complications médicales pouvant mettre leur vie en danger ou nuire gravement à leur santé»*. L'IVG restera illégale dans tout autre cas, y compris pour les cas de malformations graves du fœtus ou de grossesse issue d'un viol.

Pour l'île très catholique, c'est un pas en avant, minime au regard des standards européens, mais important pour l'opinion publique. *«S'il y avait un référendum […] aujourd'hui, nous perdrions»*, expliquait l'an dernier à *Libération* Isabel Stabile, la seule gynécologue maltaise ouvertement pro-IVG. 61,8 % de la population se dit encore strictement opposée à l'IVG.

«Peur». Un médecin qui pratique l'avortement à Malte risque quatre ans de prison. En théorie, une femme qui avorte clandestinement est aussi passible d'emprisonnement mais aucune poursuite n'a été engagée depuis des années. Jusqu'à 400 femmes par an (sur 500 000 habitants) ont malgré tout recours à l'IVG, en partant ou en commandant des pilules abortives à l'étranger, selon l'ONG Doctors for Choice.

«Ces derniers mois, j'ai rencontré des dizaines de femmes qui ont avorté grâce à des pilules. Tout le monde le sait mais il est plus facile de détourner le regard. Ces femmes m'ont toutes dit la même chose : elles ont été stigmatisées et n'ont reçu aucun soutien. En cas de complications, elles n'oseraient pas aller à l'hôpital de peur d'être emprisonnées», a reconnu le Premier ministre, Robert Abela, dans une déclaration très rare pour la scène politique maltaise. Son parti travailliste, qui dispose d'une confortable majorité au Parlement, devrait voter en faveur de la proposition de loi.

Dans les cercles conservateurs, on dénonce une loi trop *«laxiste»*. *«Avec l'amendement du gouvernement, une grossesse pourrait être interrompue […] dans les cas où la vie de la femme est en danger, mais aussi en cas de troubles mentaux»*, écrivent un gynécologue, un juriste et un prêtre dans un texte publié dans les journaux maltais.

NELLY DIDELOT

Libération

La France insoumise veut l'amnistie pour les gilets jaunes, mais jusqu'où ?

Combien reste-t-il de soignants suspendus pour non-vaccination contre le Covid ?

Age, sexe : quel est le profil des réfugiés ukrainiens accueillis en Europe ?

L'ex-épouse d'Eric Ciotti a envoyé une attestation mensongère pour justifier son cumul d'emplois

Vous demandez
nous vérifions

CheckNews

LE MOTEUR DE RECHERCHE HUMAIN

Qatar : les navettes aériennes alourdissent un peu plus le bilan carbone du Mondial

Plus de 160 navettes sont accueillies chaque jour à l'aéroport de Doha pendant la Coupe du monde de foot, principalement depuis les pays du Golfe, faute de pouvoir héberger tous les spectateurs. De quoi affoler les statistiques des émissions de CO_2 du tournoi, bien plus polluant que les précédents. A lire sur *Libé.fr.* PHOTO REUTERS

Les joueurs allemands «expriment» la censure dont ils sont victimes avant le match contre le Japon, mercredi. PHOTO INA FASSBENDER. AFP

Face à la Fifa et au Qatar, la Mannschaft brasse de l'air au **Mondial**

Après avoir promis de porter le brassard arc-en-ciel pour défendre la cause LGBT, l'équipe allemande a cédé aux pressions de l'organisateur et des instances sportives.

Par
CHRISTOPHE BOURDOISEAU
Correspondant à Berlin

Sous la pression des critiques, les joueurs de la «Mannschaft» ne pouvaient pas commencer le Mondial comme si de rien n'était. Après s'être ridiculisés, comme les autres équipes, en cédant aux menaces de la Fifa, il s'agissait de sauver la face. Pour la photo juste avant le coup d'envoi de leur match contre le Japon, mercredi, ils ont placé la main sur leurs bouches pour symboliser la censure. *«Même sans brassard, notre position ne change pas»*, a tweeté la Mannschaft.

Risques. *«Avec le brassard de notre capitaine, nous voulions montrer que nous défendions la diversité et le respect. On ne peut pas transiger sur les droits de l'homme. Nous interdire de porter le bandeau, c'est nous interdire de parler»*, ont-ils commenté. La Mannschaft est allée plus loin que les autres équipes. Elle avait protesté beaucoup plus fort avant le tournoi, notamment contre le président de la Fifa. Elle n'a pas cessé de jouer les défenseurs des droits humains. Avant de renoncer à porter le brassard arc-en-ciel face aux menaces de cartons jaunes. La presse allemande a tiré à boulets rouges sur des joueurs qui avaient promis devant leurs fans de défendre leurs idées, dans un pays où l'homosexualité est passible de poursuites pénales. *«Soyez des héros, pas des lâches !»* avait titré le quotidien *Bild* la veille du match. Pour défendre les droits de l'homme, les joueurs iraniens prennent des risques beaucoup plus importants, ont fait remarquer les commentatrices et commentateurs allemands des télévisions, qui portent au Qatar des vêtements arc-en-ciel.

Manuel Neuer, le capitaine de l'équipe, a été particulièrement visé pour avoir déclaré avant les menaces de sanctions qu'il était prêt à *«supporter les conséquences»* du port du brassard. Mais il a renoncé. Le président de la Fédération allemande de football (DFB), qui s'était indigné de menaces *«sans précédent dans l'histoire du Mondial»*, avait dit qu'il serait prêt à *«payer des amendes»* pour les actions de ses joueurs en faveur des droits de l'homme, avant de céder.

Silence. Alors que les audiences des premiers matchs sont catastrophiques en Allemagne (moins de 5 millions de téléspectateurs contre 8 à 10 millions pour les éditions précédentes), l'affaire du brassard a pris une tournure politique. La décision de la Fifa est *«très regrettable»*, a déclaré le porte-parole du gouvernement, Steffen Hebestreit. *«On ne transige pas sur les droits de la communauté LGBT»*, a-t-il ajouté. Nancy Faeser, la ministre social-démocrate de l'Intérieur, a assisté mercredi au match au Qatar. Comme l'ancienne Première ministre danoise Helle Thorning-Schmidt venue soutenir son équipe la veille en manteau arc-en-ciel, elle affichait dans la tribune le brassard avec ostentation. Assise à côté de Gianni Infantino, le président de la Fifa, elle avait dissimulé le symbole arc-en-ciel sous son blazer avant d'enlever sa veste. *«Il devrait être possible de nos jours de s'engager sans obstacle pour la diversité et contre les discriminations. La décision de la Fifa est une grave erreur»*, avait-elle déclaré mardi en appelant la Mannschaft à porter le brassard.

Robert Habeck, vice-chancelier et ministre écologiste de l'Economie, s'était fendu la veille d'une remarque contre les footballeurs dans un talk-show consacré au Mondial. *«Il faut porter le brassard»*, avait-il assené sur la deuxième chaîne de télévision publique, ZDF, en estimant que les joueurs prenaient peu de risques par rapport aux activistes climatiques qui se collent les mains sur les routes. S'il avait été un joueur, *«il aurait peut-être tenté [sa] chance»*, avait-il déclaré. Une chance qu'il n'avait pourtant pas saisi au printemps lorsqu'il s'était rendu au Qatar pour supplier l'émir de livrer du gaz à l'Allemagne.

Du côté de l'économie, c'est le grand silence. Seule la chaîne de distribution Rewe a réagi en rompant son contrat de partenaire officiel avec la Fédération allemande. *«Le comportement scandaleux de la Fifa n'est pas acceptable»*, a déclaré le président de Rewe, Lionel Souque, en omettant de dire que le divorce avec le DFB était acté depuis octobre.

Le Qatar est devenu un investisseur incontournable en Allemagne. L'émirat est actionnaire de Volkswagen (sponsor du DFB) et de la Deutsche Bank. La compagnie Qatar Airways est partenaire de l'équipe du Bayern, dont plusieurs joueurs sont sélectionnés… *«Le courage civil, c'est toujours l'affaire des autres»*, a regretté le quotidien de gauche *Süddeutsche Zeitung*.

Jeudi 24 novembre

11h	14h	17h	20h
Groupe G	Groupe H	Groupe H	Groupe G
BeIn Sports	BeIn Sports	BeIn Sports	TF1 / BeIn Sports
Suisse – Cameroun	Uruguay – Corée du Sud	Portugal – Ghana	Brésil – Serbie

Frappes russes en Ukraine : au moins six morts, Kyiv sans eau ni électricité Des bombardements, mercredi, ont entraîné des coupures massives de courant et d'eau, notamment dans la capitale *(photo)*, et affectant jusqu'à la Moldavie voisine. Trois centrales nucléaires ont ainsi été *«déconnectées»* du réseau électrique, a annoncé l'opérateur national, Energoatom. Selon l'armée de l'air ukrainienne, la Russie a tiré environ 70 missiles de croisière sur le pays, dont 51 ont été abattus, ainsi que 5 drones kamikazes. Selon le chef de la police nationale, les frappes ont fait au moins 6 morts et 36 blessés. PHOTO AP

«Ça coûte 500 millions d'euros à la France de ne pas avoir fait son développement des énergies renouvelables.»

AFP

AGNÈS PANNIER-RUNACHER
Ministre de la Transition énergétique

La précision apportée par la ministre est presque passée inaperçue. Lundi, à l'Assemblée nationale, lors de l'examen du projet de loi d'accélération de la production d'énergies renouvelables par la commission des affaires économiques et la commission du développement durable, Agnès Pannier-Runacher a confirmé une information dévoilée en juillet par *le Point*. La France va débourser 500 millions d'euros car elle a échoué à atteindre ses objectifs en termes d'énergies renouvelables fixés pour 2020. *«Nous devrions avoir 23% du mix énergétique en énergie renouvelable, nous n'en avons que 19%»*, a souligné la ministre. Le pays est le seul de l'Union européenne à être à la traîne. Tous les autres ont atteint ou même dépassé leurs prévisions. **M.Lx.**

Affaire Quatennens : LFI replonge dans l'embarras

«On appelle ça un feuilleton», se désole un communiste. Alors que les insoumis commençaient à préparer le retour d'Adrien Quatennens, son épouse Céline a envoyé un communiqué à l'AFP, mercredi, dans lequel elle fait état de *«colères»*, de *«crises»* et *«de violences physiques et morales»* depuis *«plusieurs années»*, réfutant tout *«contexte d'agressivité mutuelle»*.

«J'ai voulu le divorce à trois reprises. A chaque fois sous la pression je suis revenue en arrière», assure-t-elle, expliquant prendre la parole pour *«rééquilibrer les choses»*. En retour, Adrien Quatennens a démenti les accusations de son épouse.

Les insoumis ont immédiatement fermé les écoutilles. Contacté par *Libé*, un député LFI nous répond par un émoji avec une fermeture éclair à la place de la bouche. Un autre nous explique être absorbé par la préparation de la niche parlementaire des insoumis, qui a lieu aujourd'hui. La version de Céline Quatennens vient en tout cas battre en brèche le récit d'Adrien Quatennens et des chefs insoumis, qui racontaient l'histoire «banale» d'un couple en instance de divorce.

Le communiqué de son épouse va compliquer son retour. Depuis qu'il a reconnu, mi-septembre, des gestes violents, le député du Nord n'a pas remis les pieds dans l'hémicycle. En réunion de groupe mi-novembre, les députés insoumis ont débattu de sa réintégration. Le sujet suscitait des crispations, certains jugeant le retour prématuré. Au sein de la Nupes, beaucoup jugeaient que les insoumis faisaient erreur.

Le texte rend désormais son retour quasi impossible. Interrogée par *le Figaro*, la députée LFI Clémentine Autain, qui n'était jusque-là pas foncièrement opposée à sa réintégration, a affirmé : *«Notre décision doit prendre en compte sa parole à elle et pas seulement celle d'Adrien Quatennens.»*

CHARLOTTE BELAÏCH

Ehpad Orpea solde une addition de 56 millions d'euros avec l'Etat

Le groupe de maisons de retraite sous le coup de plusieurs procédures judiciaires pour maltraitance et malversations financières va rembourser les subventions qu'il n'aurait pas dû percevoir. Il s'agit d'emplois d'aides-soignants, financés par les deniers publics, alors que les salariés recrutés n'avaient pas cette qualification. Le nouveau directeur général du groupe, Laurent Guillot, a justifié ce revirement : *«Il y a un moment où il faut solder le passé.»* Cette volte-face fait suite à des dizaines de perquisitions, la semaine dernière, dans différents établissements. Orpea a également annoncé un plan de refondation, pour tenter de faire oublier les errements du passé. **F.Bz.**

A Jérusalem, deux explosions à des arrêts de bus font un mort

Jérusalem se lève tôt. Alors quand le premier attentat à la bombe frappe un arrêt de bus à l'entrée ouest de la ville, près du quartier de Givat Shaul, vers 7 heures du matin, mercredi, c'est l'heure de pointe. Une douzaine de personnes sont blessées. L'une d'entre elles, un mineur, succombe dans la matinée. Une demi-heure plus tard, à 7 h 30, une autre explosion au carrefour de Ramot, non loin. Les dégâts sont moindres. Un bus est endommagé. Trois blessés légers.

Selon les premiers éléments de l'enquête, des engins explosifs, contenant des clous, ont été cachés dans des sacs, et vraisemblablement actionnés à distance. *«C'est un type d'attaque qu'on n'a pas vu depuis de nombreuses années»*, selon Kobi Shabtai, inspecteur général de la police. Le pays est secoué par une vague d'attentats à caractère terroriste, qui a commencé en mars, causant la mort d'une vingtaine de personnes en Israël et huit civils en Cisjordanie. Ces attaques, au couteau, à l'arme à feu, à la voiture-bélier, ont été perpétrées en majorité par des Palestiniens vivant en Cisjordanie, occupée par l'armée israélienne. C'est la première fois qu'un engin explosif est utilisé depuis le début de cette vague, rappelant les souvenirs sombres de la seconde intifada et ses détonations qui frappaient quasi quotidiennement les Israéliens. Le Hamas, sans la revendiquer, a salué l'attaque, prévenant que *«les jours à venir seront intenses et plus difficiles pour l'ennemi»*, par la voix de l'un de ses porte-parole, Mohammed Hamada.

A Jérusalem, mercredi. PHOTO MENAHEM KAHANA. AFP

Ces explosions surviennent alors que l'opération de l'armée israélienne en Cisjordanie, «Casser la vague», lancée en mars, connaissait une accalmie. Le territoire occupé a connu un activisme jamais vu depuis la seconde intifada, les raids des forces armées causant la mort de quelque 140 Palestiniens depuis le début de l'année – un bilan inédit depuis 2005. Nouvelle escalade ce matin, où le corps d'un Israélien druze a été kidnappé à l'hôpital Avicenne de Jénine, par des militants palestiniens – à noter que l'armée israélienne détient, elle, des corps d'activistes du Jihad islamique et du Hamas tués dans des affrontements.

L'attaque pourrait accélérer la formation d'un nouveau gouvernement, à la suite des élections législatives qui se sont tenues en début novembre et qui ont vu la victoire de la droite, dans lequel Benjamin Nétanyahou retrouverait son poste de Premier ministre. Ses deux principaux partenaires d'extrême droite ont été visiblement convaincus par ses propositions. Itamar Ben Gvir, le chef de Puissance juive, pourrait recevoir le portefeuille de la Sécurité intérieure, en se rendant sur les lieux de l'attentat, a estimé qu'il fallait reprendre la politique des assassinats ciblés. Son acolyte suprémaciste juif Bezalel Smotrich, potentiel futur ministre des Finances, a clamé lui que la *«terreur arabe meurtrière frappe à notre porte»*, appelant à la formation d'un gouvernement pour restaurer la sécurité du pays.

SAMUEL FOREY *(à Jérusalem)*

16 ans

C'est l'âge auquel les Néo-Zélandais devraient pouvoir voter, selon la Cour suprême du pays qui a estimé lundi que la majorité actuelle, fixée à 18 ans, est une discrimination bafouant la loi sur les droits humains en vigueur dans le pays. Le Parlement a désormais l'obligation de s'emparer du sujet. En effet, la loi néo-zélandaise sur les droits dispose qu'on ne peut discriminer une personne dès lors qu'elle a 16 ans. A cet âge, dans le pays, on peut donc conduire, travailler, quitter l'école, se marier et même obtenir un permis de port d'armes. Or les textes qui encadrent les élections fixent l'âge de vote à 18 ans. C'est cette incohérence qui a été pointée du doigt cette semaine. Pour autant, le législateur n'est pas tenu de changer les choses car seul un débat parlementaire est ordonné afin de discuter du sujet –qu'importe le résultat des pourparlers. Personnellement favorable au droit de vote à 16 ans, la Première ministre, Jacinda Ardern (Labour), a indiqué lundi que son gouvernement soumettrait un texte en ce sens au Parlement. Reste à obtenir les 75 % de voix requis, sachant qu'à ce jour, seuls les Greens et le Maori Party ont annoncé leur soutien. Principal parti d'opposition, le National Party (centre droit) a déjà déclaré : *«Notre parti n'entend pas abaisser cet âge.»*

VALENTINE SABOURAUD *(à Melbourne)*

LIBÉ.FR

Affaire Ghosn : Rachida Dati visée par la plainte d'un avocat et d'une actionnaire de Renault

Danièle Coutaz-Repland, actionnaire de Renault depuis 2006, a déposé plainte, avec son mari et avocat, contre l'ancienne ministre de la Justice qu'elle soupçonne d'être à l'origine d'une enquête privée les concernant, révélée par *Libération*, après un précédent dépôt de plainte dans le cadre de l'affaire Carlos Ghosn. PHOTO DENIS ALLARD

Sophie Adenot nommée astronaute : «C'est un rêve»

Treize ans après Thomas Pesquet, la pilote rejoint la nouvelle promotion d'astronautes de l'Agence spatiale européenne. Elle est la deuxième femme française qui se rendra dans l'espace, après Claudie Haigneré.

Par
CAMILLE GÉVAUDAN

La pilote fait partie des cinq astronautes qui travailleront dans la Station spatiale internationale. JOËL SAGET. AFP

Y aura-t-il bientôt des écoles Sophie-Adenot dans les villes de France pour mettre des étoiles dans les yeux des élèves, comme il y a des écoles (et même des rues) Thomas-Pesquet ? L'Agence spatiale européenne (ESA) a présenté mercredi sa nouvelle promotion d'astronautes, après plus d'un an et demi d'un rude processus de sélection. Tout le gratin du secteur spatial était réuni au Grand Palais éphémère à Paris, à l'issue du Conseil ministériel de l'ESA. Et sous un tonnerre d'applaudissements, un grand rideau s'est levé sur 17 visages rayonnants, tout fiers dans leur veste noire siglée «ESA», juste futuriste comme il faut. Parmi les petits nouveaux, on compte deux Français : Sophie Adenot et Arnaud Prost.

Handicap. Pilote de formation, Sophie Adenot est ingénieure, lieutenante-colonelle dans l'armée de l'air et de l'espace, et elle a été la première femme pilote d'essais d'hélicoptère en France. Un sacré profil pour un sacré honneur : elle sera la première astronaute française au féminin depuis Claudie Haigneré, qui avait flotté en apesanteur en 1996 puis en 2001. *«C'est un rêve qui se réalise»*, a confié Sophie Adenot aux journalistes qui lui tendaient le micro pour sa toute première interview d'astronaute. *«J'en ai rêvé depuis que j'étais petite fille. Mais j'ai beaucoup travaillé, j'ai beaucoup de personnes qui m'ont soutenu, ma famille en particulier.»* Elle commencera son entraînement au Centre des astronautes européens à Cologne (Allemagne), en avril.

LA FEMME DU JOUR

A ses côtés parmi les heureux élus, on trouve un Espagnol (Pablo Álvarez Fernández), une Britannique (Rosemary Coogan), un Belge (Raphaël Liégeois) et un Suisse (Marco Sieber). Ce seront les astronautes «de carrière», ou les astronautes sous contrat, prêts à partir à l'entraînement dès maintenant. Ces cinq stars sont accompagnées par onze astronautes de réserve, qui poursuivront leur premier métier (pilote, ingénieur…) en attendant d'être peut-être affecté à une mission dans le futur, et d'un «parastronaute», pour étudier la faisabilité de voler dans l'espace avec un handicap.

L'autre Français de la sélection fait partie de ces réservistes. Arnaud Prost est un ingénieur et scientifique d'origine, au CV impressionnant qui compte un diplôme de l'Ecole polytechnique, un master d'astrophysique et de planétologie, et une formation de pilote commencée en 2017. Les autres astronautes de réserve comptent en outre deux Allemandes, un Italien et une Italienne, un Suédois, une Espagnole, un Tchèque, une Britannique, un Polonais et une Autrichienne.

UN BUDGET EUROPÉEN EN HAUSSE

Réunis à Paris, au Grand Palais éphémère, les 22 pays membres de l'Agence spatiale européenne ont voté mercredi une souscription de 16,9 milliards d'euros pour les trois années à venir, soit une hausse de 2,5 milliards par rapport à 2019 (14,5 milliards). La France contribue à elle seule à hauteur de 3,2 milliards. Bruno Le Maire, ministre de l'Economie, s'est félicité de ce budget : *«Nous serons désormais trois grandes puissances spatiales : les Etats-Unis, la Chine et l'Europe.»*

L'Agence spatiale européenne avait annoncé l'an dernier sa ferme intention de diversifier son corps d'astronautes. Son appel à candidatures, lancé début 2021, voulait *«encourager vivement les femmes à postuler»*, pour garantir une nouvelle promotion d'astronautes la plus paritaire possible. Mission réussie : on compte huit femmes et neuf hommes au total dans la nouvelle promotion.

Le directeur de l'exploration humaine et robotique à l'ESA, David Parker, revendiquait aussi que *«la diversité au sein de l'ESA ne [tienne] pas seulement compte de l'origine, de l'âge, des antécédents ou du sexe de nos astronautes, mais peut-être aussi des handicaps physiques»*. Un projet de faisabilité a été lancé pour voir dans quelle mesure il est possible d'envoyer des «parastronautes» dans l'espace. Le pionnier de ce programme sera le Britannique John McFall, chirurgien de formation et amputé de la jambe droite depuis un accident de moto à l'âge de 19 ans. Grâce à sa prothèse et un entraînement exigeant, McFall est devenu sprinteur paralympique de niveau international.

Habitation. La génération nommée aujourd'hui aura des chances de mettre encore un pied sur la Station spatiale internationale (ISS) avant sa disparition en 2031, mais elle devrait surtout avoir l'opportunité de travailler sur la Lune aux côtés de la Nasa d'ici quelques années. Soit dans la future station en orbite lunaire (le *Lunar Gateway*) que veulent construire les Américains et leurs partenaires, soit carrément dans une base d'habitation et de recherche au pôle Sud de la Lune.

La dernière promotion d'astronautes européens datait de 2009. C'était aussi la première, car auparavant, les astronautes dépendaient de l'agence spatiale de leur pays, et non de l'ESA. L'agence européenne avait présenté six personnalités brillantes : le britannique Timothy Peake, l'Allemand Alexander Gerst, les Italiens Luca Parmitano et Samantha Cristoforetti, le Danois Andreas Mogensen et le Français Thomas Pesquet. Un second astronaute allemand qui faisait partie des tout derniers finalistes a rejoint l'équipe sur le tard en 2017 : Mathias Maurer. Ils restent astronautes, les nouveaux s'ajoutant aux anciens, désormais vétérans.

Répertoire

repertoire-libe@teamedia.fr / 01 87 39 82 95 / 01 87 39 80 20

ACHÈTE
tous types voitures
motos, camions, camping cars et caravanes,
même accidentés ou HS pour EXPORT
Paiement immédiat
Déplacement gratuit
06 43 38 61 06
N° Siret 30063687300036

ACHAT L'EMERAUDE BIJOUX
HORLOGER - BIJOUTIER
JOAILLIER DEPUIS 1954
Pièce d'identité obligatoire - Paiement comptant par chèque
L'Achat de Métaux précieux est interdit aux mineurs - RCS 542 053 061
ACHATOR
BIJOUX SIGNÉS : HERMES, CARTIER, CHAUMET, CHOPARD, MAUBOUSSIN, ETC. BIJOUX - DÉBRIS OR - LINGOTS - PIECES OR ET ARGENT - DIAMANTS MONTRES DE MARQUES : CARTIER, ROLEX, BREITLING, ETC.
25, Rue Louis Le Grand - M° Opéra - Paris 2e - 01 47 42 40 82
2, Bld Bessières - M° Porte de St Ouen - Paris 17e - 01 46 27 56 39
Lundi au vendredi 10H à 18H30
Dans le respect des mesures sanitaires en vigueur.

MUSIQUE

Disquaire achète au meilleur Prix
DISQUES VINYLES
33T - 45T - CD
TOUS STYLES
TOUTES QUANTITES
Jazz - Pop - Rock
Musique Classique
Métal - Punk
Soul - Funk - House
World
(Afrique, Antilles, Maghreb)
Reggae - Hip Hop
Gros Stocks
et Collections
Contactez-nous
07 69 90 54 24
MATÉRIEL AUDIO
Platines - Hi-Fi -
Amplis - Cellules - DJ
Jeux Vidéos - Consoles
Déplacement en France
avec respect
des mesures sanitaires
en vigueur.
Réponse très rapide
PAIEMENT CASH

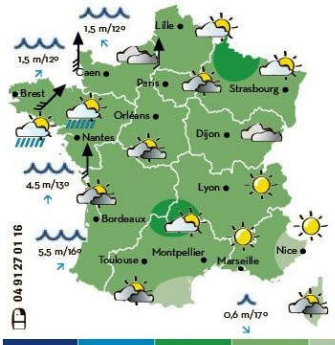
Libération est habilité pour toutes VOS ANNONCES LÉGALES sur les départements 75 92 93 94
de 9h à 18h au 01 87 39 84 00
ou par mail
legales-libe@teamedia.fr

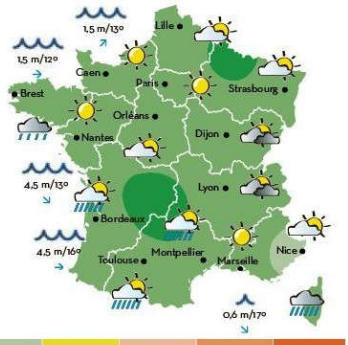
JEUDI 24

Tendance à l'amélioration avec un temps calme et sec sur une grande partie du pays. Quelques averses résiduelles touchent le Grand Est. Une nouvelle perturbation arrive par la Bretagne avec des pluies en Finistère.
L'APRÈS-MIDI La perturbation océanique envahit les régions du Nord-Ouest avec de la pluie. En allant vers l'Est et le Sud-Est, le temps reste sec avec de belles éclaircies.

VENDREDI 25

Quelques pluies en début de journée sur le Grand Est. Près de la Manche et de l'Atlantique, le temps sera instable avec éclaircies, nuages et averses. Ailleurs, le temps sera généralement sec.
L'APRÈS-MIDI Passages nuageux et éclaircies alterneront sur la plus grande partie du pays. Averses du Sud-Ouest au Centre. Les températures seront de saison.





-10/0°	1/5°	6/10°	11/15°	16/20°	21/25°	26/30°	31/35°	36/40°

Soleil · Éclaircies · Nuageux · Pluie · Couvert · Orage · Pluie/neige · Neige

Agitée · Peu agitée · Calme · Fort · Modéré · Faible

La chaîne météo www.lachainemeteo.com vos prévisions gratuites à 15 jours

FRANCE	MIN	MAX	FRANCE	MIN	MAX	MONDE	MIN	MAX
Lille	7	11	Lyon	5	13	Alger	14	21
Caen	7	14	Bordeaux	10	16	Berlin	-1	3
Brest	11	13	Toulouse	6	15	Bruxelles	7	11
Nantes	9	14	Montpellier	9	16	Jérusalem	11	16
Paris	7	13	Marseille	9	15	Londres	7	12
Strasbourg	7	11	Nice	8	19	Madrid	11	14
Dijon	3	10	Ajaccio	12	17	New York	5	9

Libération

www.liberation.fr
2, rue du Général Alain de Boissieu, 75015 Paris
tél. : 01 87 25 95 00

Edité par la SARL Libération
SARL au capital de 17 807 791 €
2, rue du Général Alain de Boissieu CS 41717
75741 Paris Cedex 15
RCS Paris : 382.028.199

Principal actionnaire
Presse Indépendante SAS

Cogérants
Dov Alfon,
Amandine Bascoul-Romeu

Directeur de la publication
Dov Alfon

Directeur de la rédaction
Dov Alfon

Directeur délégué de la rédaction
Paul Quinio

Directrices adjointes de la rédaction
Stéphanie Aubert, Lauren Provost, Alexandra Schwartzbrod

Directeur artistique
Nicolas Valoteau

Rédacteurs en chef
Michel Becquembois, Frédéric Béziaud (technique), Laure Bretton (actu), Sabrina Champenois (modes de vie), Gilles Dhers (web), Matthieu Ecoiffier (actu), Christian Losson (enquêtes)

Rédacteurs en chef adjoints
Lilian Alemagna (France), Lionel Charrier (photo), Cécile Daumas, Sonia Delesalle-Stolper (monde), Fabrice Drouzy (spéciaux), Yoann Duval (forums), Sonya Faure (idées), Cédric Mathiot (checknews), Didier Péron (culture)

ABONNEMENTS
Site : abo.liberation.fr
abonnement@liberation.fr
tarif abonnement 1 an
France métropolitaine : 384€
tél. : 01 55 56 71 40

PUBLICITÉ
Altice Media Publicité - Libération
2, rue du Général Alain de Boissieu, 75015 Paris
tél. : 01 87 25 85 00

PETITES ANNONCES & CARNET
10, bd de Grenelle
75015 Paris
tél. : 01 87 39 80 20
annonces@teamedia.fr

IMPRESSION
Midi Print (Gallargues), POP (La Courneuve), Nancy Print (Jarville), CILA (Héric)
Imprimé en France
Membre de l'ACPM.
CPPAP : 1125 C 80064.
ISSN 0335-1793.

Origine du papier : France
Taux de fibres recyclées : 100 % Papier détenteur de l'Eco-label européen N° FI/37/01
Indicateur d'eutrophisation : PTot 0.009 kg/t de papier

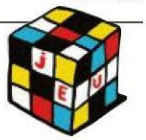
La responsabilité du journal ne saurait être engagée en cas de non-restitution de documents. Pour joindre un journaliste par mail : initiale du prénom.nom@liberation.fr

SUDOKU 4917 MOYEN

6	9		5	3	8		4	
	3						5	
5			6		4			3
9		3	8		2	7	1	4
7								2
		1	7	4	3	5		
2			9		7			1
	8						9	
	1		3	5	6		7	

SUDOKU 4917 DIFFICILE

3		8		9	1			
	6	1					7	
4			8	6			1	
		9		2				8
2		3	4		5	1		9
8				1		2		
				3	8			7
	3						8	
		5	2	7		3		4



Solutions des grilles précédentes

MOYEN

3	6	4	7	5	1	8	9	2
7	5	8	9	2	4	3	1	6
9	1	2	3	6	8	7	4	5
4	7	5	6	8	2	1	3	9
8	9	6	1	7	3	5	2	4
1	2	3	4	9	5	6	8	7
6	3	9	8	4	7	2	5	1
2	8	7	5	1	9	4	6	3
5	4	1	2	3	6	9	7	8

DIFFICILE

8	5	9	1	2	3	4	6	7
6	3	1	4	7	5	8	9	2
4	2	7	6	8	9	1	3	5
9	1	8	7	3	2	6	5	4
7	4	2	9	5	6	3	8	1
3	6	5	8	4	1	2	7	9
1	7	3	5	6	4	9	2	8
5	9	6	2	1	8	7	4	3
2	8	4	3	9	7	5	1	6

Libé RETROUVEZ LES DERNIERS NUMÉROS DE LIBÉRATION ET NOS COLLECTORS SUR NOTRE BOUTIQUE

BOUTIQUE.LIBERATION.FR

Libération
ABONNEZ-VOUS
AU 01 55 56 71 40 OU SUR ABO.LIBERATION.FR

Offre intégrale 29,90 € par mois
Soit plus de 50% de réduction par rapport au prix de vente en kiosque.
Offre à durée libre sans engagement valable jusqu'au 31.01.2023.

«Nous avons besoin de la vie dans l'océan»

A deux semaines de la COP15 sur la biodiversité à Montréal, la biologiste marine américaine Sylvia Earle plaide pour une protection forte des mers, et notamment des grands fonds, «pas encore détruits mais déjà endommagés».

Recueilli par
CORALIE SCHAUB

Alors qu'une série d'événements dédiés à l'océan se sont déroulés à la 27e conférence des Nations unies sur le climat (COP27), qui vient de s'achever en Egypte, la grande biologiste marine américaine Sylvia Earle rappelle dans un entretien exclusif à *Libération* à quel point le climat dépend de cette immensité bleue. Elle explique aussi pourquoi il est crucial d'interdire l'exploitation minière des fonds marins, comme s'y est engagé Emmanuel Macron la semaine dernière.

A 87 ans, cette légende de l'océanographie sait de quoi elle parle : avec plus de sept mille heures d'expédition marine, 220 publications scientifiques et une douzaine de livres au compteur, elle a dirigé en 1970 la première mission de recherche sous-marine féminine, établi le record féminin de plongée en profondeur lors d'une descente à 381 mètres et été la première femme à

occuper le poste de scientifique en chef de l'Agence américaine d'observation océanique et atmosphérique (NOAA). Fondatrice de l'ONG Mission Blue, qui entend *«inspirer l'action pour explorer et protéger l'océan»*, mise à l'honneur début novembre dans un documentaire diffusé sur CNN, l'infatigable Sylvia Earle incite chacun à se mobiliser. Et attend de la COP15 sur la biodiversité, qui aura lieu en décembre à Montréal, au Canada, de consacrer la protection de 30% de l'océan et des terres d'ici 2030.

Dans quelle mesure l'océan et le climat sont-ils liés ?

Ils le sont inextricablement. Sans l'océan, il n'y aurait pas de climat. L'océan vivant, qui est aussi et surtout un système biologique, joue un rôle fondamental dans le cycle du carbone et la régulation du climat, il détermine la température et la chimie de la planète. Grâce à la photosynthèse, le phytoplancton (ou plancton «végétal») transforme le CO_2 présent dans l'eau et l'atmosphère en oxygène. L'océan produit plus de la moitié de l'oxygène que nous respirons, il est un précieux puits de carbone et il absorbe beaucoup de la chaleur générée par l'activité humaine. Il approvisionne aussi en nourriture la quasi-totalité des animaux marins, du zooplancton jusqu'aux thons, espadons ou baleines. Il est donc déconcertant qu'il ait fallu tant de temps pour que les discussions climatiques considèrent l'océan comme un sujet central. Mais c'est enfin le cas aujourd'hui. Et nous comprenons enfin que négliger l'océan a des conséquences dramatiques.

Lesquelles ?

L'océan a permis de rendre la Terre habitable. Il a permis à l'humanité de profiter de conditions de vie stables depuis au moins 10 000 ans, d'une sorte de paradis où nous avons pu prospérer. Or nous sommes en train de bouleverser ce processus, donc de nous mettre en danger. Dans la nature, il n'y a pas d'excès, pas de déchets. Tout est connecté, tout est utilisé par quelqu'un d'autre, dans un cycle harmonieux, où rien ne se perd, tout se transforme. Les thons, espadons ou baleines réinjectent, «rendent» des nutriments dans l'océan, qui fertilisent le «jardin» du phytoplancton. Nous brisons cette harmonie, qui fonctionne depuis le début de la vie sur Terre. Nous prenons, accaparons, rasons les forêts, épuisons les sols et pillons les océans sans jamais «rendre». Pensez à la quantité de carbone que nous retirons de l'océan avec la pêche industrielle. Je ne parle pas ici des individus ou des communautés qui pêchent pour se nourrir, mais de l'extraction industrielle de la faune sauvage de l'océan par millions de tonnes. Quand un poisson, une baleine ou même une crevette est retirée de l'océan, le carbone qu'ils contiennent retourne dans l'atmosphère plutôt que de rester dans l'océan. Et quand nous «rendons» à l'océan, nous le faisons d'une manière qui est destructrice, nous y déversons des déchets qui ne sont pas naturels, comme le plastique, et qui donc ne peuvent pas bénéficier au cycle de la vie, voire qui l'abîment. Nous provoquons aussi des changements de la chimie de l'océan : c'est l'acidification, causée par l'excès de CO_2. La bonne nouvelle, c'est que nous savons aujourd'hui ce que nous ne pouvions pas savoir il y a cent ans.

C'est-à-dire ?

Nous comprenons les mécanismes physiques et biologiques, nous comprenons pourquoi et comment, en brûlant des énergies fossiles (pétrole, gaz et charbon) ou en détruisant les puits de carbone que sont les forêts ou l'océan, nous altérons la nature même du monde dans lequel nous vivons à un point tel que cela menace notre existence. Nous avons donc aussi les clés pour agir sur nos comportements et nous assurer que la planète nous reste hospitalière, vivable. Nous avons une responsabilité immense, inédite. Mais c'est aussi une chance ! Grâce à ce savoir, nous pouvons dire aux énergies fossiles «merci, merci de nous avoir permis d'aller sur la Lune ou d'explorer Mars, mais votre temps est fini, au revoir». La connaissance que nous avons gagnée peut maintenant nous amener à un nouveau niveau de prospérité.

Sylvia Earle à Sydney en 2019. BAI XUEFEI. XINHUA. ZUMA. ABACA

A la COP27, le président Macron s'est engagé à soutenir «l'interdiction de toute exploitation des grands fonds marins». Qu'en pensez-vous ?

Je dis bravo. A lui et aux autres nations qui se sont engagées en ce sens. Dans l'océan, il ne reste que la moitié environ des barrières de corail qui existaient quand j'étais enfant. Or ce sont des bibliothèques de savoir sur la façon dont les systèmes coralliens fonctionnent. Et la même chose est vraie pour d'autres endroits dans l'océan. La priorité est de se concentrer sur ce qui reste des derniers endroits sauvages. Il y a des régions que nous n'avons pas encore détruites. C'est le cas des grands fonds marins, même si nous les endommageons avec le réchauffement climatique et les quantités de déchets que nous déversons dans l'océan. Nous avons aussi hélas commencé à y pêcher dans les années 80. C'est terrible, car les espèces de grands fonds comme l'hoplostèthe rouge ou la légine australe ont une maturité sexuelle tardive et sont souvent pêchées avant d'atteindre celle-ci, ce qui conduit à un effondrement des populations.

> «Quand un poisson, une baleine ou même une crevette est retirée de l'océan, le carbone qu'ils contiennent retourne dans l'atmosphère plutôt que de rester dans l'océan.»
>
> **Sylvia Earle**

Malgré cela, ces fonds marins sont les plus grandes bibliothèques quasi intactes de savoir sur Terre. Ils regorgent de vie. Nous ne devons absolument pas les détruire avec l'exploitation minière et la pêche en eaux profondes. Chaque nodule de manganèse a mis des millions d'années à se former. Allons-nous gaspiller la santé des systèmes d'eaux profondes et tous les organismes qui en dépendent, juste pour extraire des minéraux et des métaux dont nous n'avons pas vraiment besoin ? Dire que nous devons accéder aux fonds marins pour que notre économie verte fonctionne, par exemple pour avoir des batteries, c'est de la désinformation. Quelques entreprises en bénéficieraient à court terme, mais chacun en paierait le prix.

D'autant que nous ignorons encore beaucoup de choses, sur ces grands fonds…

Oui. Dans les années 2000, le Recensement de la vie marine (Census of Marine Life), un vaste programme international de recherche en biologie marine, a calculé que nous connaissons environ 250 000 espèces marines. En réalité, il y en aurait au moins dix fois plus. Et plus nous allons en profondeur, moins nous les connaissons, donc plus il nous en reste à découvrir. Les technologies d'aujourd'hui nous permettent d'explorer de mieux en mieux les eaux profondes, c'est le moment le plus excitant pour être explorateur ! Nous devons comprendre la nature, comprendre ce qu'il y a dans les grands fonds et ailleurs, avant d'oser la détruire pour quelle raison que ce soit.

Quel est le problème le plus urgent que nous ayons à résoudre, pour sauvegarder l'océan ?

L'ignorance. C'est le plus grand danger. Même si le savoir est là comme jamais auparavant, et c'est le plus grand espoir, la plupart des gens ne savent rien sur l'océan. Allez dans un supermarché et demandez combien de personnes ont mis leur tête sous l'eau pour voir ce qu'il y a sous la surface, seules quelques mains vont se lever.

Nous devons nous éduquer au sujet de la nature du monde et de notre place dans celui-ci, au sujet de ce que nous faisons à l'habitabilité de la Terre via ce que nous en retirons et ce que nous y déversons. Et puis, il y a la joie. A chaque fois que vous plongez, vous voyez des créatures qui n'ont pas d'équivalent sur terre, comme les méduses, les étoiles de mer ou les poissons. Nous devons aller à leur rencontre, chercher à les connaître, voir à quel point ce sont des créatures remarquables, sensibles. La plupart des poissons, peut-être tous, émettent des sons et communiquent entre eux, comme le font les baleines. Mais c'est seulement maintenant que les gens commencent à aller dans l'océan pour les étudier et les considérer autrement qu'accompagnés d'une tranche de citron et de beurre. Les créatures marines peuvent nous apprendre tant de choses, rendre notre existence tellement plus intéressante, et même la rendre possible tout court. Nous avons besoin de la vie dans l'océan. Et celle-ci a besoin de nous aujourd'hui pour la protéger.

Comment faire, concrètement ?

Aujourd'hui, seul 3% de l'océan bénéficie d'une protection forte. Lors de la COP15 sur la biodiversité de Montréal, il sera question de protéger 30% de l'océan et des terres d'ici 2030. Un objectif que promeut mon association Mission Blue, soutenue par Rolex. C'est un grand pas, un défi, mais nous devons comprendre pourquoi cela compte. Cela protège ce qui permet la vie. Sans cela, nous allons continuer à causer la perte de l'habitabilité de la planète, le seul endroit dans l'univers où la civilisation peut survivre. Il ne faut pas seulement protéger les écosystèmes qui restent intacts, mais aussi restaurer ceux qui ont été dépeuplés, par exemple la baie de San Francisco, pour qu'ils soient en meilleure santé.

Que pouvons-nous faire, chacun d'entre nous ?

Beaucoup de choses ! Regardez-vous dans le miroir. Qui êtes-vous, qu'avez-vous de spécial, quel est votre pouvoir ? Trouvez ce que vous pouvez faire pour aider à améliorer la situation. Pouvez-vous ramasser les déchets ? Presque tout le monde peut le faire, alors faites-le. Vous pouvez rendre le monde meilleur, un déchet ramassé après l'autre. Ou une décision après l'autre. Vous allez dans un restaurant : ces poissons sur le menu, demandez ce que c'est, d'où ils viennent. Vous avez le pouvoir de choisir ce que vous portez, ce que vous utilisez, plastique jetable ou pas. Personne ne sait mieux que vous ce que vous pouvez faire.

Il est crucial, aussi, de retrouver ce que nous avions, enfants : la curiosité, l'émerveillement, l'empathie, l'attention aux autres. Il est fondamental de respecter l'ensemble du monde naturel, de traiter tout être humain et tout être vivant avec dignité. Les vieux arbres, les barrières de corail, les forêts d'algues intactes, tous ces endroits devraient être traités avec respect, comme des endroits sacrés. Nous pouvons faire ce choix. ◆

A 60 mètres sous la surface, au large de Mayotte. PHOTO GABRIEL BARATHIEU. BIOSPHOTO. AFPUNDER

IDÉES/

Kanye West, les «Hébreux noirs» et un nouvel antisémitisme

Les récentes tirades antisémites du rappeur Kanye West ont jeté une lumière crue sur un mouvement spirituel afro-américain méconnu, les «Black Israelites». Si elle a accouché d'inquiétantes dérives sectaires, cette croyance liée aux luttes noires ne peut y être résumée, estime l'historien Jacob Dorman.

Recueilli par
GUILLAUME GENDRON

Dans le geyser d'ignominies qui lui ont coûté, si ce n'est sa carrière, du moins sa fortune le mois dernier, le rappeur révolutionnaire devenu designer courtisé, puis prédicateur trumpiste Kanye West avait pris soin d'ajouter un curieux *nota bene* : *«Le plus drôle, c'est que je ne peux pas être antisémite parce que les noirs sont juifs en fait.»* Peu après, les Brooklyn Nets suspendaient le basketteur star Kyrie Irving, abonné aux controverses pour avoir partagé sur Twitter un obscur documentaire complotiste consacré à la thèse selon laquelle les juifs, au prix d'innommables machinations, auraient *«volé»* la religion des noirs, qui seraient, eux, les *«vrais Israélites»*. Début novembre, la controverse avait propulsé *Hebrews to Negroes : Wake up Black America*, le livre dont est tiré le film, en tête des best-sellers religieux sur Amazon, malgré les demandes d'interdiction d'associations juives.

Cette étrange croyance selon laquelle les Afro-Américains seraient une des «tribus perdues» d'Israël n'est pas neuve. Elle trouve son origine à la fin du XIXe siècle, en Oklahoma et en Arkansas, dans les *«révélations divines»* de deux esclaves affranchis devenus pasteurs, qui poseront les premières pierres du mouvement des «Black Israelites», aussi connu sous le nom de «Black Hebrews», les Hébreux noirs. Au fil des décennies, ce concept irriguera divers groupes spirituels et militants, des rastas au Black Power, avant de réapparaître dans les *lyrics* des rappeurs – en 2017, Kendrick Lamar, dans le titre *Yah*, proclamait : *«I'm a Israelite/Don't call me black no more.»* Quant au mouvement originel, il se déchirera en une multitude de chapelles et similisynagogues. Les plus philosémites ont tenté de se fondre dans le judaïsme traditionnel, jusqu'en Israël où quelques centaines de Black Hebrews se sont enracinées dans le désert, pendant que d'autres ont muté en sectes viscéralement antisémites. En 2019, l'attaque d'une épicerie casher dans le New Jersey par deux membres d'un groupuscule afro-suprémaciste dérivé des Black Israelites avait fait quatre morts et attiré l'attention de l'Amérique sur ces drôles d'Hébreux, accusés de disséminer une nouvelle forme d'antisémitisme spécifiquement noir. En 2013, Jacob Dorman, historien américain de l'université du Nevada à Reno, a consacré un livre (1) à ce mouvement mal connu, aussi marginal qu'influent, qui entretient des relations complexes avec les branches traditionnelles du judaïsme.

Comment définir les Black Israelites ?

C'est avant tout une idée, une théorie historique et identitaire qui a pris une variété de formes au sein de divers groupes religieux, qu'ils soient chrétiens, musulmans ou juifs. La doctrine de base, c'est que les anciens Israélites étaient noirs, et que les noirs contemporains, notamment Afro-Américains, sont leurs descendants, une des «tribus perdues» d'Israël. On en trouve les premières traces vers 1892 avec la Holiness Christian Church, une église pentecôtiste. Dans la foulée, de nombreuses paroisses noires tentent de reproduire des rituels hébraïques dans une forme de rétro-ingénierie du judaïsme, sur le mode «Jésus était juif, il lisait la Torah, comment pratiquait-il ?». C'est ce que j'appelle la première vague des Black Israelites.

DR

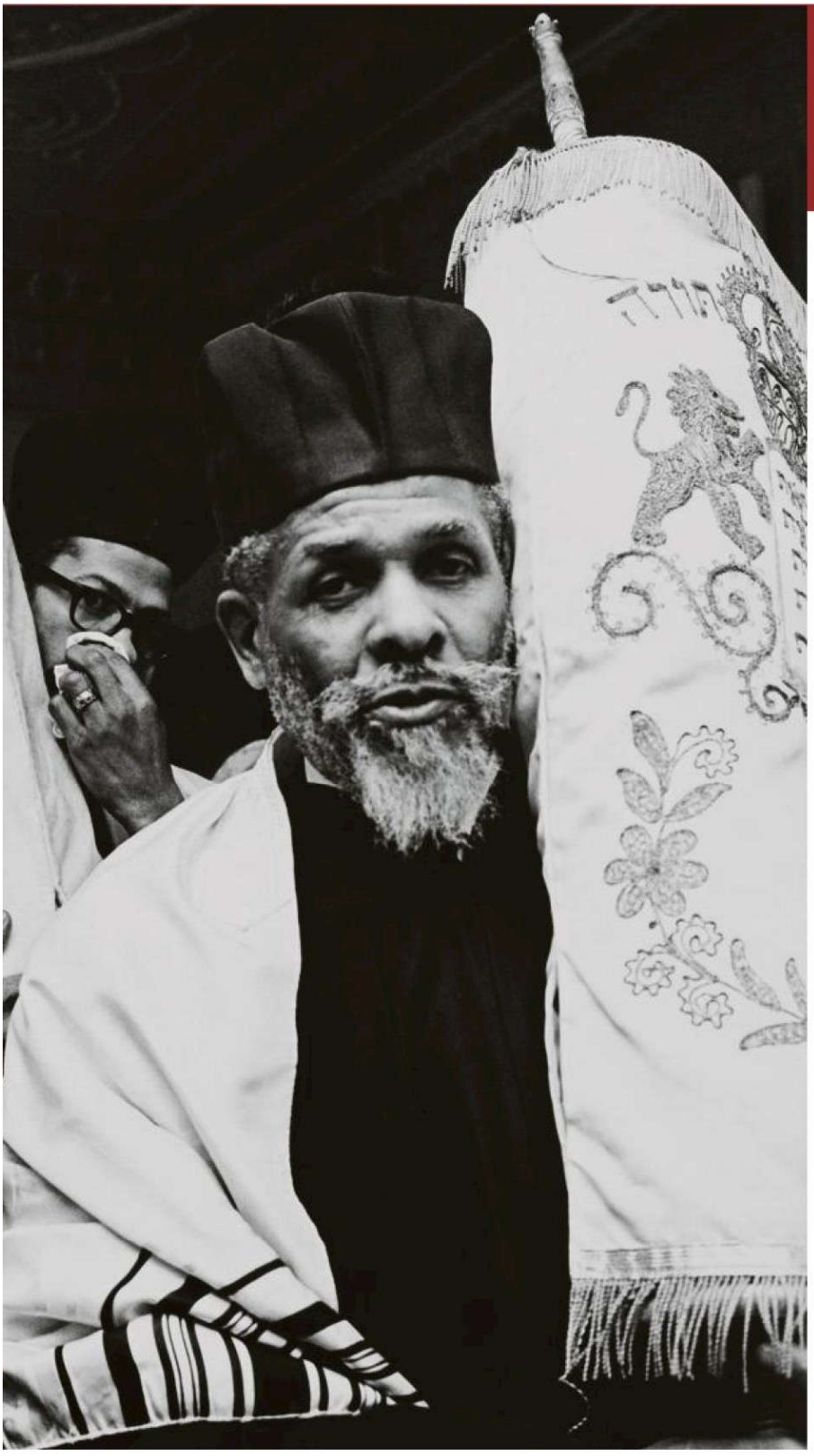
INTERVIEW

S'il est né dans le Sud américain, le mouvement prend vraiment son essor à Harlem dans les années 20…

La deuxième vague apparaît à New York, mais cette fois-ci les églises deviennent synagogues. On y pratique un syncrétisme de rituels chrétiens et francs-maçons, assez ésotériques mais avec un fondement juif. Les fidèles désignent des rabbins, utilisent des Torah, font shabbat et célèbrent le calendrier hébraïque. Ce courant est dominé par un homme, Wentworth Arthur Matthew, un immigré caribéen qui forme de nombreux rabbins noirs au sein de sa congrégation. Mais personne ne parvient à réellement unifier le mouvement, et au fil des schismes, les «synagogues» et autres groupes se multiplient. Dans les années 50-60, des rabbins noirs s'éparpillent sur la côte Est et dans le Midwest, notamment à Chicago. C'est la troisième vague, beaucoup moins centrée sur les rituels hébraïques mais totalement imprégnée du mouvement Black Power. Le concept de l'Israélite noir devient un élément du nationalisme afro, souvent en confrontation avec les juifs traditionnels. L'un des groupes créé à cette époque, One-West, deviendra tristement célèbre à travers ses membres qui prêchent agressivement dans les rues des grandes villes américaines.

Est-ce le courant le plus influent aujourd'hui ?

Probablement, du moins dans l'espace public. Mais j'ajouterais à cette chronologie une quatrième vague, une «génération YouTube» sans connexion aux congrégations établies, qui s'empare de la forme plus extrême et la dissémine sur le Web en la mêlant à diverses théories complotistes. C'est sûrement par ce



En 1965, des Black Hebrews à la synagogue de New York. PHOTO KEYSTONE FRANCE. GAMMA

biais que les célébrités comme Kanye West ou Kyrie Irving, entre autres, sont entrées en contact avec ces concepts.

En réalité, cette croyance dépasse largement ces micro-communautés ?

Un exemple : dans les années 20, Harlem, comme on l'a dit, est l'un des foyers des Black Israelites. Au même moment s'y trouve Leonard Howell, l'un des fondateurs du rastafarisme, qui mélangera ensuite des éléments de cette théologie à d'autres influences – éthiopiennes, jamaïcaines – pour former son propre mouvement. Même chose avec la Nation of Islam, dans les années 30, qui prêchait aussi l'idée du Black Israelite *[son leader actuel, Louis Farrakhan, est régulièrement dénoncé pour son antisémitisme décomplexé, ndlr]*. D'ailleurs, jusqu'à ce que Malcolm X fasse exploser la notoriété des Black Muslims, ces derniers étaient moins populaires que les Black Hebrews…

Vous expliquez qu'au cœur de la doctrine, il y a un «retournement du stigmate» de l'esclavage…

Tout tient sur le parallèle fait entre la traite des noirs et l'esclavage israélite en Egypte, deux périodes d'environ 400 ans. Cette identification surgit durant l'ère Jim Crow *[1877-1964, période suivant l'abolition de l'esclavage marquée par l'instauration de la ségrégation raciale, ndlr]*, une période à laquelle le racisme prenait à la fois une forme physique – lynchages, division de l'espace public – et intellectuelle, et était prêché depuis les chaires d'église et les pupitres des universités. Car il fallait bien, pour reléguer les noirs au rang de citoyens de seconde zone, les définir comme des sous-hommes. C'est là que l'idée du Black Israelite est puissante : «Si nous fûmes des esclaves, c'est parce que nous sommes le peuple élu». Soudainement, l'imaginaire biblique de l'Occident est «retourné», pas seulement pour affirmer une humanité noire, mais même une primauté noire.

Le mouvement des Hébreux noirs a-t-il toujours été en conflit avec le judaïsme traditionnel ?

Non, il y avait même une forme de coopération informelle à New York dans les années 20 entre «juifs noirs» et «juifs blancs» – certains leur avaient même prêté des livres de prière ou enseigné les subtilités des lois de la cacherout. Dans les années 60, durant le mouvement des droits civiques, il y a eu des tentatives d'unir les deux communautés, mais elles ont pour la plupart échoué à cause de la radicalisation des jeunes militants. Mais il est impossible de généraliser : à Chicago, il y a toujours une synagogue noire très active, celle du rabbin Capers Funnye, qui fait le pont entre judaïsme mainstream et Hébreux noirs et entretient d'excellentes relations avec les institutions juives classiques.

Ces préceptes ne sont donc pas nécessairement antisémites ?

Non, même si c'est aujourd'hui le précipité le plus antisémite de cette rhétorique qui a pignon sur rue : l'idée n'est pas seulement que les noirs seraient des Israélites, mais que les autres juifs, les «blancs», seraient des imposteurs. Cet enseignement existait dans les années 20, mais il était marginal jusqu'aux années 60. Aujourd'hui, l'outrage est absolument justifié face à certains groupes noirs qui font circuler des textes comme les *Protocoles des sages de Sion* ou *Mein Kampf*. Mais on peut aussi dire que cette croyance s'appuie sur une forme de racisme intériorisé. Rappelons que cette théorie selon laquelle les peuples africains pourraient être les tribus perdues d'Israël émane largement d'un missionnaire jésuite américain du nom de Joseph J. Williams qui, durant la colonisation du continent, voyait l'histoire africaine comme une page blanche. C'est donc une réécriture pétrie d'ignorance, un effacement de leur propre passé que reprennent ces groupes noirs.

> Cette étrange croyance, selon laquelle les Afro-Américains seraient une des «tribus perdues» d'Israël, n'est pas neuve. Elle trouve son origine à la fin du XIXe siècle, en Oklahoma et en Arkansas.

Certains Black Israelites finissent par se convertir au judaïsme traditionnel…

Ce n'est pas inhabituel chez les enfants de Black Israelites. Il y a par exemple la trajectoire du joueur de NBA Amar'e Stoudemire *[né dans une famille d'Hébreux noirs avant de se convertir au judaïsme orthodoxe à Jérusalem, ndlr]*. Ironiquement, Abba Bivens, le fondateur de One-West, matrice des groupuscules les plus radicaux, parlait à la fin de sa vie avec un accent yiddish. Tous ses enfants avaient immigré en Israël, et il se considérait comme un juif orthodoxe. Dans le fond, les Black Israelites constituent un sujet intéressant en tant que modèle de constitution d'une communauté juive basée sur un contexte, en opposition à l'idée de transmission généalogique linéaire. Les clichés antisémites de Kanye West sont évidemment à condamner, mais il ne faut pas tomber en retour dans le manichéisme face à ces juifs noirs dont la spiritualité est une réponse au racisme structurel américain, portant en germes autant d'ouvertures fécondes que de potentielles dérives.

(1) Chosen People : The Rise of American Black Israelite Religions (Oxford University Press, 2013, non traduit).

Lors de la manifestation #NousToutes, à Paris samedi. PHOTO CHANG MARTIN. SIPA

Dans la rue et sur les claviers, les petites filles de la Manif pour tous

Samedi, des militantes anti-immigration du groupuscule Nemesis ont infiltré le cortège féministe parisien. Retour sur cette galaxie identitaire et ces nouvelles formes d'activisme «fémonationaliste».

Le collectif féministe #NousToutes a organisé samedi une manifestation contre les violences faites aux femmes. Comme chaque année depuis 2019, le Collectif Nemesis, un groupe de militantes qui se réclame d'un *«féminisme identitaire et anticonformiste»*, a saisi cette opportunité pour reformuler la cause identitaire en accaparant les violences faites aux femmes et le succès du mouvement #MeToo, qui dépasse les milieux féministes.

Pour ce faire, les activistes identitaires ont revêtu des hijabs et déployé des pancartes volontairement provocatrices détournant des slogans féministes pour réclamer le port de la burqa ou revendiquer l'oxymore de *«féministes et islamistes»*. A leurs yeux, #NousToutes et les manifestant·e·s seraient désormais complices d'un ordre patriarcal islamiste. Elles en veulent pour preuve une vidéo de leur performance, trop brève pour juger des réactions, qui montre la passivité de certaines passantes. La scène ne dure que quelques secondes et ne laisse aucune place pour évoquer les actions de solidarité des féministes envers les femmes iraniennes du mois d'octobre ou celles, plus anciennes, de soutien aux militantes kurdes assassinées à Paris.

SUPPOSÉE HYPOCRISIE

La tactique est rodée. En 2019, un groupe de femmes entre dans le cortège pour dénoncer le rôle des hommes d'origine étrangère et rappeler les agressions sexuelles et viols perpétrés en nombre à Cologne. Elles anticipent une altercation avec les autres participantes qui conduit à leur sortie du cortège. La scène est filmée, montée dans la foulée et postée aux rédactions de presse en ligne et papier. Cette technique sera la même lors de la manifestation féministe sans frontières à Nice le 5 juin 2021 et de celle de novembre 2021, où les activistes de Nemesis furent confondues, suscitant l'émoi dans les médias conservateurs et certains réseaux sociaux. L'objectif est moins de prendre part à une coalition contre les violences sexuelles et sexistes que de dénoncer une supposée hypocrisie des «néo-féministes» face à l'immigration et à l'islam, par une mise en scène cadrée. Auparavant, les vidéos entendaient prouver l'intolérance des féministes en filmant le démêlé entre Nemesis et le cortège : *«Les violences sexistes et sexuelles constituent notre principal combat,* explique en 2019 la porte-parole Alice Cordier, au site de «réinformation» Paris Vox, *mais nous n'avons aucun doute sur le fait que notre seule présence serait interprétée comme une agression par les organisateurs de cette marche du fait de nos opinions sur l'immigration (1).»* Aujourd'hui la tactique est focalisée sur la complicité supposée des féministes envers l'islamisme, avec pour but de lier lutte contre les violences sexistes à la lutte contre l'immigration.

RHÉTORIQUE RÉACTIONNAIRE

Ce type d'action renouvelle les formes du militantisme féminin et identitaire. Nemesis est d'abord un «collectif de clavier», virtuose des réseaux sociaux et présent dans l'émission de divertissement *Touche pas à mon poste !*, dont Alice Cordier est l'invitée régulière. Passée par l'Institut de formation politique *[un centre de formation pour les militants conservateurs et nationalistes, ndlr]*, elle incarne ce renouvellement stratégique dans la communication politique des mouvements identitaires. La «bataille culturelle» se mène dans l'espace public virtuel, compensant la faiblesse numérique dans la rue par un activisme numérique sur la Toile. Ainsi, ces militantes donnent une visibilité nouvelle à leur combat qui entend lier la cause des femmes à celle de la nation et de l'identité ethnoculturelle. C'est ce que la sociologue Sara Farris dénomme le «fémonationalisme», cet usage stratégique du féminisme pour défendre un projet nationaliste. Depuis le «Mai 68 conservateur» (2) des groupes de femmes sont apparus dans l'espace public pour contester les politiques d'égalité de genre et ce qu'elles appellent les «néoféminismes». Ce terme né dans l'opposition aux féministes, désigne à la fois les Femen qui frappent l'opinion par leurs performances seins nus, les «fémocrates» dans les institutions ou les associations comme Osez-le féminisme ! Il s'agissait pour les Antigones, nées à Paris en mai 2013, de revaloriser la féminité. Les Caryatides, nées le même jour à Lyon comme section féminine d'un groupe nationaliste, prônent une féminité traditionnelle, catholique et nationaliste. Pendant ce temps, les Mères veilleuses occupaient des espaces la nuit pour témoigner de leur opposition à la loi Taubira. Sur la Toile, le webzine *Belle et Rebelle* proposait un Madmoizelle identitaire, *«féminine mais pas féministe»*. Quelques années plus tard, à la veille d'un cortège de la Manif pour tous, le Cercle fraternité était créé pour alimenter le programme du Rassemblement national sur la famille.

Toutes ces femmes sont loin de partager un objectif politique commun. En revanche, elles s'opposent aux politiques d'égalité de genre, c'est-à-dire à l'extension des politiques d'égalité entre les sexes et les sexualités et à la reconnaissance de nouveaux droits afférents.

Ces différents groupes portent leur cause en tant que femmes, nées femmes – autrement dit cisgenre, au nom des femmes. Elles contestent le monopole de la représentation de la cause des femmes par les organisations et personnalités féministes. Pour mieux s'y opposer, elles utilisent les cadrages, la stratégie et les tactiques des féministes. Le recours à l'antiféminisme d'opposition n'est plus de mise. Leur rhétorique réactionnaire, selon la définition qu'en propose Albert Otto Hirschman, reprend les mots, le style de l'adversaire pour mieux le subvertir (3). La première génération de militantes des années 2010 a disparu de l'arène médiatique. Depuis les années 2020, Nemesis, plus professionnalisé et davantage inséré dans le champ médiatique, en prolonge l'engagement.

Par
MAGALI DELLA SUDDA

ERNESTO CHAVEZ

Politiste, chargée de recherches au CNRS. Autrice de «Nouvelles femmes d'extrême droite» (éd. Hors d'atteinte, 2022).

(1) «Nous toutes ?», de Marie-Hélène Verdier, Boulevard Voltaire, 26 novembre 2019.
(2) *Le Mai 68 conservateur. Que restera-t-il de la Manif pour tous ?* de Gaël Brustier (éd. Le Cerf, 2014).
(3) *Deux siècles de rhétorique réactionnaire*, d'Albert Otto Hirschman, trad. par Pierre Andler (éd. Fayard, 1991).

IDÉES/

CHRONIQUE

Par
JOHANN CHAPOUTOT
Historien, professeur d'histoire contemporaine à Paris-Sorbonne

L'année de la dévastation

Un historien du futur revient sur les désastres climatiques, économiques, politiques ou sanitaires de 2022 : c'est au moment où on avait le plus besoin de l'Etat que l'on s'est détourné de la chose publique.

L'année 2022 avait été, une fois encore, l'année de tous les records : surfaces calcinées, nombre de morts par chaleur ou inondation, températures mensuelles, artificialisation des sols, chute du nombre d'êtres vivants… Désespérés de ne pas être entendus, les scientifiques entraient en désobéissance civile : à Munich, ils dérangeaient une foire automobile et partaient en détention alors que, parmi les patrons de l'industrie allemande qui avaient truqué les logiciels de contrôle de la pollution, aucun n'avait fait une minute de garde à vue. A la COP27, les participants décidaient de ne rien faire, au grand soulagement des centaines de lobbyistes de l'industrie fossile qui y assistaient : l'heure était plutôt à une Coupe du monde de football qui se déroulait dans des stades climatisés à ciel ouvert, en plein désert.

Acquise par une corruption habituelle, certes, mais plus voyante cette fois-là, cette compétition faisait croître les déplacements aériens à un niveau jamais atteint dans la région, sans faire progresser les droits des femmes ou ceux des ouvriers exploités sur les chantiers, dont 6 000 à 15 000 étaient morts pour que les stades soient livrés à temps. Les niveaux d'inégalités et d'absurdité atteints dans ces pétromonarchies apparaissaient comme la vérité de l'époque. Le contraste entre les esclaves du BTP et les fats en Maserati avait tout d'un projet social et humain convaincant pour certains membres des élites politiques occidentales qui voyaient les émirs avec autant de faveurs que, dans les années 30, leurs prédécesseurs avaient considéré les dictatures italienne et allemande ou, plus tard, le «modèle chinois». Quand il s'agit d'argent, tout (droits, dignité, logique, parole donnée…) est passé par pertes et, surtout, profits. En Europe occidentale, l'heure était plus que jamais au néolibéralisme décomplexé : conservateurs britanniques et libéraux allemands rivalisaient d'imagination avec la droite française alors au pouvoir qui, tout en proclamant être le «camp de la raison», rejetait la méthode expérimentale. Alors que le *«ruissellement»* n'existait pas, l'ISF n'était pas rétabli ; alors que les profits des compagnies pétrolières atteignaient des niveaux inédits, le gouvernement en niait l'existence et refusait dogmatiquement de les taxer. Alors que l'on avait promis la *«République exemplaire»*, on maintenait en poste la ministre de la Transition énergétique, malgré ses intérêts familiaux dans l'industrie pétrolière d'extraction la plus sale et la plus brutale – celle qui exploitait les puits en fin de vie pour en extraire jusqu'à la dernière goutte. Maintenu aussi, le ministre de la Justice, renvoyé devant la Cour de justice de la République pour ses intrigues contre les magistrats, ou tel conseiller du Président mis en examen treize fois. Quiconque rappelait ces modestes évidences était immédiatement qualifié d'extrémiste, de radical ou d'écoterroriste, ou insulté et chassé du plateau par un animateur télé qui s'autorisait dans ce climat délétère à être violent envers un député de l'opposition.

L'équipe au pouvoir semblait agir comme un cartel de liquidateurs. Alors que l'Etat avait fait l'objet d'une construction pluriséculaire patiente, ils le désossaient en quelques années : ONF, Météo France, police judiciaire, Quai d'Orsay, éducation nationale, université, hôpital… tout y passait, «réformé» ou privé de moyens. Le «camp de la raison» avait même fermé 5700 lits en pleine année de pandémie de Covid, en 2020, alors que l'on confinait un pays par… manque de lits. Partout, comme à l'école ou à la Poste, on constatait l'épuisement des agents et la dégradation du service : le but de cette déconstruction était à terme la privatisation des services publics. L'absurdité était à son comble : au moment où, en plein dérèglement climatique, on avait plus que jamais besoin de l'Etat et de la solidarité nationale, on fermait les urgences et on privait de personnel les services météo.

Curieusement, il y avait peu de réactions. Les médias privés étaient généralement univoques dans leur soutien au néolibéralisme, et la destruction méticuleuse de la société commençait à porter ses fruits : chaque individu était concentré sur sa propre survie et accordait de moins en moins de temps à la chose publique.

Le capitalisme de dévastation et de liquidation avait, cinquante ans après le rapport Meadows sur les limites de la croissance, le triomphe immodeste. C'est alors qu'en 2023… ◆

SIGNÉ COCO

LIVRES/

«Il faut reconsidérer nos expériences ordinaires»

Entretien avec Stéphane Madelrieux, dont le nouvel essai examine les pensées de Bergson, Wahl, Deleuze, Bataille, Blanchot et Foucault, qui valorisent les expériences radicales, et ouvre une autre voie.

Recueilli par
FRÉDÉRIQUE ROUSSEL
Photo
BRUNO AMSELLEM

Philosophie des expériences radicales est consacré aux heures exceptionnelles de nos vies, ces rares moments intenses qui se détachent du quotidien, exaltation de la fête, extase mystique, effusion érotique. Professeur de philosophie à l'université Jean-Moulin-Lyon-III, spécialiste de la pensée pragmatiste américaine, contributeur de l'édition critique des œuvres de Bergson, Stéphane Madelrieux analyse une certaine manière de concevoir ces expériences «radicales» chez six penseurs français.

Qu'est-ce qu'une expérience exceptionnelle?

C'est une expérience qui sort de l'ordinaire. Ce qui m'a intéressé, c'est la manière dont ces expériences exceptionnelles ont parfois été pensées comme des expériences radicales. L'exemple culturellement répandu, c'est celui de l'amour passion. On a tous cette idée que le véritable amour se réalise dans l'amour passion, une sorte d'aventure qui doit mettre en péril les amants, dans laquelle ils se confrontent sans cesse à quelque chose qui ne peut que mal finir. Et c'est uniquement en se terminant mal que, justement, cet amour trouverait son sommet, sa réalisation absolue. Au regard de cet amour passion – Tristan et Iseult, Roméo et Juliette – nos amours ordinaires, «installés», faits d'habitudes communes, ont l'air d'être des amours aliénés ou aliénants.

Ne faut-il donc pas vivre d'expériences exceptionnelles?

Je ne veux pas les nier. Ma ligne, c'est qu'il faut les deux. On n'a pas d'expériences ordinaires si elles ne sont pas mises en contraste avec des expériences exceptionnelles. C'est un couple qui fonctionne ensemble. Mais les philosophes de mon essai, eux, conçoivent nos expériences exceptionnelles sur un mode très particulier qui en font des expériences radicales. J'ai choisi le terme de radical à la fois parce que c'est une expression qui revient constamment sous leur plume et parce qu'ils investissent ces expériences d'un sens métaphysique. Quand la métaphysique devient un discours, non pas sur ce qu'il y a au-delà de l'expérience – le suprasensible – mais quand elle investit nos expériences elles-mêmes, elle les investit d'un sens radical. Et c'est là que se fait un dualisme entre le régime des expériences ordinaires et celui des expériences radicales. La morale des philosophes des expériences radicales, c'est que notre salut est dans une sorte de rupture totale qui nous conduit au-delà du monde des expériences ordinaires. Je pense qu'il y a un moyen de penser nos expériences exceptionnelles sans dévaloriser nos expériences ordinaires.

Votre titre, *Philosophie des expériences radicales*, englobe six penseurs du XXe siècle.

Stéphane Madelrieux à Lyon, le 21 novembre.

Il s'agit en effet de Bergson, Wahl, Deleuze, Bataille, Blanchot et Foucault. Ce qui m'a frappé, c'est que ces penseurs, certains reconnus comme étant proches, mais d'autres comme appartenant à des mondes philosophiques opposés, partageaient une certaine manière de conceptualiser et d'évaluer les expériences exceptionnelles. C'est pour cela que je les ai réunis dans une philosophie au singulier. Ils avaient en fait plus de points communs qu'ils ne le pensaient eux-mêmes. Toutes les histoires de la philosophie française du XXe siècle mettent par exemple Bergson et Foucault dans des cases séparées. L'un est spiritualiste et philosophe de la conscience, l'autre au contraire se veut matérialiste, philosophe des corps. Et pourtant, ils ont les mêmes présupposés sur l'expérience, même si Foucault est plutôt du côté des expériences-limites et Bergson plutôt du côté des expériences pures. Toute une constellation qui avait une même réflexion sur l'expérience m'est apparue petit à petit.

Pourquoi l'écriture est-elle considérée comme une expérience radicale pour Michel Foucault, Maurice Blanchot et Georges Bataille ?

L'écriture littéraire a pour eux un double rôle : elle est ce qui permet de communiquer, d'exprimer les expériences radicales les plus variées, que ce soit la fête, la folie ou la mort. On ne peut pas en parler avec le langage ordinaire, sous peine de trahir la radicalité de ces expériences. Donc la littérature a à charge, et c'est sa première grande fonction, d'arriver à exprimer ce qui n'est pas exprimable dans le langage de la communication ordinaire. Et la deuxième chose, c'est qu'elle est elle-même une expérience radicale, de la langue, du langage. C'est vraiment la thèse qui fait le lien entre Bataille, Blanchot, Foucault. Même si c'est Blanchot qui lui donne la plus grande portée, et chez Kafka, Lautréamont, Artaud, il va sans cesse essayer de retrouver ce processus par lequel la langue s'arrache au langage ordinaire.

N'est-ce pas une dualité propre à l'art ?

Cette dualité n'est qu'une manière, facultative, de concevoir le rapport de l'art et de la vie ordinaire. On peut au contraire proposer une philosophie de l'art en continuité et non pas une rupture entre l'art et l'expérience ordinaire. Ma source d'inspiration est *l'Art comme expérience* de John Dewey, qui montre qu'il faut restituer les continuités entre les expériences esthétiques et nos expériences ordinaires. Que c'est même un fléau de nos vies contemporaines d'avoir réservé l'artistique à des expériences absolument exceptionnelles. Dewey appelle cela la conception muséale de l'art, qui accentue encore ce dualisme. Je finis ainsi sur une de ses citations tirée de *l'Art comme expérience* où il dit qu'il s'agit de restaurer la continuité entre ces formes raffinées et plus intenses de l'expérience que sont les œuvres d'art et les événements, les actions et les souffrances quotidiens. Les sommets des montagnes ne flottent pas dans le ciel sans aucun support, ils ne sont pas même simplement posés sur la terre. Ils sont la terre.

> «Les cimes sont toujours associées à l'expérience supérieure. On sacralise moins les plaines. Et dans notre imaginaire, le sommet doit être pointu parce que c'est cette espèce de limite du plus extrême.»

D'où l'image que vous avez choisie pour la couverture ?

C'est un dessin de Gustave Doré qui représente la partie finale de la première ascension du mont Cervin. C'est un paysage complètement inhumain avec de grandes verticales. On voit des oiseaux de proie tout en bas et, tout en haut, les sept petits personnages de la première cordée. Ils lèvent les bras comme s'ils avaient atteint non seulement un sommet géographique, mais aussi un sommet de l'existence, un sommet métaphysique. Les cimes sont toujours associées à l'expérience supérieure. On sacralise moins les plaines. Et dans notre imaginaire, le sommet doit être pointu parce que c'est cette espèce de limite du plus extrême. C'est une ressource utilisée métaphoriquement par tous ces penseurs pour parler de l'expérience radicale. Lorsqu'on lit Dewey, on peut en avoir une autre conception : le sommet de la montagne n'est que la plaine qui s'est plissée elle-même. C'est un pli de l'expérience et non pas quelque chose qui serait au-dessus, hors sol.

N'est-ce pas tout mettre au même niveau ?

Je ne veux pas tout niveler, je veux conserver la distinction entre expérience ordinaire et expérience exceptionnelle. Mais la philosophie des expériences radicales met ces dernières en position d'exception totale. Quelles sont les conséquences pratiques dans nos vies de cette pensée-là ? Doit-on confier notre but dans l'existence au fait d'avoir ces expériences-là au détriment de toutes les autres ? Cela empêche de voir que nos expériences ordinaires recèlent des potentialités et des ressources. Or c'est là l'enjeu d'une conception démocratique de l'expérience. Une vie meilleure passe par l'amélioration de nos expériences ordinaires, non par leur dévalorisation systématique. Elle n'est pas réservée à une élite, à des génies, à des surhommes, à des «souverains» comme dirait Bataille. On ne voit pas comment, concrètement, dans nos vies ordinaires, réformer, améliorer nos existences si le but, c'est le refus total, la révolution totale, la conversion à un tout autre régime d'expérience.

Cela a-t-il été un long cheminement ?

Oui, car mon parcours a cheminé entre philosophie française et philosophie américaine. Deleuzien à mes débuts, je suis devenu un spécialiste de philosophie américaine. J'ai travaillé sur William James, John Dewey et Richard Rorty. Le pragmatisme américain du XXe siècle se présente comme une manière de rabaisser nos prétentions métaphysiques. C'est une pensée plus naturaliste influencée par Darwin qui critique la position exceptionnaliste de l'être humain dans la nature. John Dewey est un grand critique de tous les dualismes, entre l'être humain et la nature, entre l'esprit et le corps, entre les faits et les valeurs. Je suis alors revenu à la philosophie française en l'interrogeant de ce point de vue antidualiste, ce qui m'a permis d'avoir la bonne distance pour identifier cette thèse des deux régimes d'expérience qui traverse une grande partie de la philosophie française.

Comment définissez-vous votre position ?

Je l'appelle empirisme naturaliste, ce que je développerai dans un prochain livre. Dans ce premier volet, je dévoile le programme philosophique de la philosophie des expériences radicales, de l'empirisme métaphysique. J'essaie de montrer que c'est une catégorie importante, qui éclaire plein de pans de la philosophie française. C'est une étape nécessaire pour faire comprendre l'intérêt de développer une philosophie de l'expérience qui ne soit pas dualiste. Mon but, c'est de convaincre tous ceux qui sont attirés, comme je l'étais moi-même à 20 ans par Deleuze, Blanchot, Bataille, qu'on peut obtenir cette nouvelle philosophie de l'expérience sans l'espèce de radicalisme, de quête de l'absolu qu'on trouve chez eux. C'est une manière de montrer que sur le terrain même qui a été investi par les philosophes français les plus éminents, l'expérience, il y a un regard critique à apporter qui permet de les dépasser.

Quel titre imaginez-vous pour le second volet ?

Ce sera peut-être quelque chose comme «Vivre et penser sans fondements».

STÉPHANE MADELRIEUX
PHILOSOPHIE DES EXPÉRIENCES RADICALES
Seuil «l'Ordre philosophique», 392 pp., 24 €.

Libé week-end Chaque semaine, retrouvez huit pages consacrées à l'actualité littéraire. Ce samedi, rencontre avec le bédéaste Riad Sattouf à l'occasion du sixième et dernier volume de *l'Arabe du futur* (Allary Editions). On y parlera convictions, esbroufe et lieu de création *(«Mon atelier ressemble à une grande poubelle»).* PHOTO MARIE ROUGE. ALLARY

LIVRES/

Une manifestation en faveur de l'égalité salariale, à Herstal (Belgique), en 1966. PHOTO JANINE NIEPCE. ROGER-VIOLLET

Pascal Picq, des machos pas assez bonobos

Dans «Comment la modernité ostracisa la femme», le paléoanthropologue remonte le fil des relations inégales entre sexes depuis la préhistoire et établit des parallèles avec les sociétés de singes.

On a beau avoir lu d'autres ouvrages de Pascal Picq, notamment le dernier, *Et l'évolution créa la femme* (2020), on reste pantois devant le tableau final du «sujet femmes» tissé autour d'un *«fond anthropologique misogyne qui dépasse la raison». «Faut-il y voir une tare de l'humanité?»* ajoute l'auteur. Il semble que oui, après la lecture de ces deux ouvrages. La démonstration, étayée de mille exemples, semble couler de source, comme si notre paléoanthropologue, particulièrement inspiré, tenait là le sujet de sa carrière, de sa vie. C'est peu de dire qu'il est féministe… Non par idéologie mais presque *«accablé»* par l'accumulation de preuves allant de la préhistoire au XXIe siècle. Jusqu'aux remerciements qui ne sont pas de convenance adressés à sa maison d'édition créée et dirigée par une femme… En outre, la pensée de Simone de Beauvoir l'a accompagné tout au long de ces deux livres, jusqu'aux régressions que l'on retrouve à chaque crise de société contre lesquelles Beauvoir nous avait mis en garde. Commençons par l'homme préhistorique, qui n'existerait pas s'il n'y avait pas la femme préhistorique, la seule sur laquelle on ait des infos sérieuses (cf. la célèbre Lucy, cinquante pages dans le premier livre de Picq), mais aussi Mary en Afrique de l'Est, et bien d'autres. Tant les fossiles que les sépultures (une femme de 37 ans, la Dame du Cavillon, a été inhumée avec des objets funéraires il y a 24000 ans) témoignent davantage de la trace de femmes que d'hommes. Quant aux peintures rupestres du paléolithique que l'on admire dans les grottes de Lascaux, Chauvet et Cosquer, on tend à penser qu'elles seraient aussi et surtout (?) l'œuvre de femmes.

Vieux démons. Au XVIIe siècle, particulièrement misogyne, le tableau n'est guère réjouissant: en pleine époque coloniale, les «négresses» sont censées être proches des grands singes. Mais le pire est à venir au cours du *«terrible XIXe siècle»* dont nous ne sommes pas vraiment sortis: l'idéologie de la domination masculine s'insinue dans les sciences comme si *«la question des femmes était une tache aveugle occultée par un préjugé si ancré et si partagé qu'il en devient invisible»* (page 175), phrase emblématique de l'ensemble du livre. Tant le XIXe que le XXe siècles restent très marqués, du Code Napoléon en passant par Freud, par l'image du père méditerranéen. Au passage sont justement épinglés certains psychanalystes archaïques, pourfendeurs des PMA, en particulier au motif qu'elles mettraient en péril l'image du père et de la loi! La psychanalyse est épargnée par Pascal Picq pour peu qu'elle sorte des querelles d'école et qu'elle s'ouvre aux disciplines neuroscientifiques (l'auteur semble cependant ignorer que ce mouvement est amorcé chez les psys depuis plusieurs décennies).

On lira quelques pages brillantes sur l'évolutionnisme dont le propos n'est pas de nier la spécificité humaine mais de déterminer ce qui la caractérise à partir de nos origines communes avec les grands singes. Le paléoanthropologue est, là, dans son terrain de référence, la préhistoire, où il salue au passage les travaux d'André Leroi-Gourhan. Le lecteur découvrira de beaux passages sur Engels qui a publié, en 1884, un livre majeur: *l'Origine de la famille, de la propriété privée et de l'Etat.* Les femmes ont obtenu le droit de vote en URSS dès 1917, au bout de dix ans de militantisme s'appuyant sur le mouvement socialiste. Hélas, dit Picq, les vieux démons anthropologiques et misogynes sont parvenus à détourner et même à renforcer les idéologies de la domination masculine. En URSS puis en Russie, la condition des femmes n'a cessé de se dégrader. Concluant, désabusé, le *«terrible XIXe siècle»*, Pascal Picq écrit: *«Si les hommes se pensent sortis de la préhistoire, leurs représentations des femmes ne le sont pas.»*

On reprenait espoir avec l'arrivée du XXe, siècle de la libération des femmes avec le droit de vote en France «octroyé» en 1944 (nous sommes les bons derniers sur ce plan), la contraception, la dépénalisation de l'IVG, etc. Déception car, selon Picq, *«ce siècle a libéré les corps, pas les esprits».* Les deux vagues du féminisme sont finement analysées avec un retour sur les révolutions conservatrices des années 80, dont les mésaventures de la laïcité en Turquie et bien entendu de l'Iran sont de sinistres héritières. On commence à peine à admettre que de nombreuses autres expériences sociales plus égalitaires ont existé, dit l'anthropologue. Un formidable retour à nos ancêtres, bonobos et chimpanzés, éclaire la lanterne du lecteur. Ces deux sociétés ont en effet des organisations qui vont des plus égalitaires aux plus coercitives. Sur le versant «modèle bonobo», on trouve des sociétés matrilinéaires et matrilocales; sur le versant «modèle chimpanzé», on trouve des sociétés où règnent la violence et les meurtres des femelles. Les sociétés humaines se partagent entre ces modèles, la majorité d'entre elles, patrilocales et patriarcales, se situent du mauvais côté du point de vue des intérêts des femmes. Notre côté chimpanzé domine malheureusement!

Clin d'œil. Intéressante est la descente en flammes faite du modèle machiste où l'homme est inventeur de tout tandis que la femme ne s'occupe que de la reproduction. Modèle totalement invalidé, selon l'auteur, par les données de la préhistoire et de l'anthropologie et, pour les périodes plus récentes, par l'histoire et la sociologie. La troisième vague du féminisme marque la fin du XXe et le début du XXIe siècle avec de formidables avancées concernant la condition des femmes. Mais pour parler comme Bourdieu, l'*habitus* a la peau dure. Le XXIe siècle verra-t-il la fin *«du fléau propre à l'humanité»* qu'est l'ostracisme imposé aux femmes? Il faudrait une centaine d'années pour atteindre l'égalité complète, pronostique le World Economic Forum en 2022…

En conclusion, Pascal Picq fait un clin d'œil à Françoise Héritier qui a montré que les hommes n'en continuent pas moins à recourir aux femmes pour procréer, elles qui ont le superpouvoir de donner naissance à des filles comme à des garçons. En résumé, nous sommes une société de chimpanzés avec, toutefois, des îlots bonobos de plus en plus marqués (à la manière des femelles bonobos, nos femmes peuvent notamment jouir de leur corps indépendamment de la reproduction, avant même d'être nubile et au-delà de la ménopause). Un optimisme raisonné forge la philosophie de l'auteur à partir d'une révolution anthropologique déjà engagée. Il convient sans nul doute de tendre de plus en plus vers une «bonobisation» de la société…

GENEVIÈVE DELAISI DE PARSEVAL

PASCAL PICQ ***COMMENT LA MODERNITÉ OSTRACISA LES FEMMES, HISTOIRE D'UN COMBAT ANTHROPOLOGIQUE SANS FIN*** Odile Jacob, 352 pp., 23,90 €.

Conférence Quelle est la réalité de l'incarcération en France ? Qui sont les détenus et que deviennent-ils une fois passée la porte de la prison ? Philippe Combessie, professeur de socio-anthropologie à l'université Paris-Nanterre, et Khaled Miloudi (photo), poète et ancien détenu, échangent ce jeudi à 19 heures à la Bibliothèque de l'Hôtel de Ville (75004). PHOTO ALBERT FACELLY

Colloque Aujourd'hui, de 9 h 30 à 17 heures, journée d'étude autour d'Isidore Ducasse, dit Lautréamont, à la BNF (site François-Mitterrand, 75013). Des conférences, une projection, une lecture et une table ronde, avec entre autres Jean-Luc Steinmetz, éditeur des œuvres du poète dans la Pléiade, et Simon Liberati. En direct sur bnf.fr PHOTO DR

«Hommage à l'Ukraine», le front des écrivains

Quatorze auteurs réunis par Emmanuel Ruben, écrivent sur leur pays.

Quand l'écrivain Emmanuel Ruben, au début du printemps dernier, a contacté des auteurs et autrices ukrainien(ne) s pour leur proposer à chacun d'écrire un texte à partir d'un lieu symbolique pour eux de ce pays en guerre, ils ont tous répondu présents. Ils auraient pu lui dire qu'ils avaient autre chose à faire qu'à écrire alors que les bombes russes pleuvaient mais non, la plupart ont noté que leur place, justement, était bien là, à leur bureau, à écrire la réalité de ce conflit et l'incroyable force de résistance de ses habitants. L'un d'eux, Artem Tchekh, a même envoyé un mail, un soir à 22 heures, un mois après la proposition, pour s'excuser du retard de sa réponse. *«Je suis dans la forêt en train de me battre contre les Russes,* lui a-t-il expliqué. *Je n'ai pas d'électricité, pas de connexion internet mais j'ai des batteries, et le désir d'écrire.»* Et son texte est un bijou d'humour et d'autodérision. Intitulé *Deux Petits Cœurs,* il raconte la vie d'un soldat que la présence d'une soldate trouble mais qui s'efforce de résister à la tentation. *«Je m'oblige à penser à l'égalité, à l'émancipation, à la place que chacun d'entre nous occupe dans cette guerre, au fait qu'un soldat n'a pas de sexe. Mais cela fait deux mois que je n'ai pas vu de femme, alors il ne s'agit pas de désexualisation. Il s'agit d'instinct, de désir, de vertige dans la situation où nous nous sommes tous retrouvés.»* Pour Ruben, Artem Tchekh, c'est un peu le Nicolas Gogol d'aujourd'hui. Il a envoyé son texte en juin, précisant qu'il était désolé de le rendre inachevé (nous l'avons trouvé magnifique et parfaitement achevé) mais il ne pouvait pas en faire davantage car il partait se battre à Kherson.

L'humour, c'est ce qui relie tous ces auteurs et autrices et aussi leur façon de mettre la guerre et la douleur à distance en utilisant notamment des métaphores animales à la manière de George Orwell ou de Curzio Malaparte. On trouve beaucoup de chiens, de chats, de fourmis dans ces textes. Notamment dans celui d'Oleksandr Mykhed, *Baby et Fifi,* qui permet, à travers l'histoire d'une chatte prénommée tour à tour Bibi, Habibi, Baby, Babitchka et Zina, de raconter la tristesse de ces Ukrainiens partis en catastrophe de leur maison ou de leur appartement en laissant leur animal derrière eux, croyant revenir très vite, et qui ont dû se résoudre à le perdre.

«Un des textes qui m'a le plus touché est celui sur la Crimée, confie Ruben. *A sa lecture on comprend ce qu'a subi ce peuple tatar sans arrêt étouffé par le pouvoir russe.»* Dans *Quand les marronniers de Crimée perdent leurs fleurs,* Anastasia Levkova raconte en effet l'angoisse que suscitent les agents du FSB (les services de sécurité russes). *«Nous savons de quoi sont capables ces hommes en noir : ils peuvent vous plaquer au sol face contre le bitume, vous frapper à coups de grosses bottes, vous mettre un sac sur la tête et cogner de nouveau, vous brancher des fils électriques dans les oreilles et vous électrocuter. Désormais, le nom de Rostov-sur-le-Don, une ville russe étrangère, est sur toutes les lèvres. C'est là que se trouve un des centres de détention préventive où les nôtres sont emprisonnés.»* Autres textes très forts, ceux du poète odessite Boris Khersonsky, *Déflagration 1* et *2. «Eh bien, adieu, Odessa, ma ville délicate. /Aucun nuage, la mer est plate, /Ma vie est brisée, une nette cassure/Tachée, froissée et portée aux ordures.»*

Passionné par l'Ukraine où il a fait de longs séjours, Emmanuel Ruben a eu l'idée de solliciter ces écrivains ukrainiens peu après l'invasion russe. Pour lui, c'était une évidence, leurs mots étaient un autre moyen de résister en montrant au monde la richesse de leur culture et l'amour de leur terre. *«Le premier que j'ai contacté, c'est Andreï Kourkov, car j'avais fait des débats avec lui dans des festivals littéraires. A ses contacts se sont rajoutés ceux donnés par Iryna Dmytrychyn, traductrice, historienne et responsable des études ukrainiennes à l'Inalco…»* Au total 14 écrivain(e)s ont répondu présent, et c'est grâce à une aide d'urgence du Centre national du livre et au soutien de Stock que ce recueil a vu le jour. Une partie des recettes est reversée à une ONG spécialisée dans l'aide médicale à l'Ukraine. Le 25 novembre, Emmanuel Ruben le présentera à 19 heures au festival Un week-end à l'Est qui met cette année Odessa à l'honneur via notamment le poète Boris Khersonsky. Il y parlera aussi de *Nouvelles ukrainiennes,* des nouvelles inédites qu'il a publiées en août chez Points et dont tous les droits sont reversés à Bibliothèques sans frontières.

ALEXANDRA SCHWARTZBROD

Sous la direction d'IRYNA DMYTRYCHYN ET EMMANUEL RUBEN
HOMMAGE À L'UKRAINE
Stock, 250 pp, 21,50 €.

EMMANUEL RUBEN
NOUVELLES UKRAINIENNES
Points, 224 pp, 8,90 €.

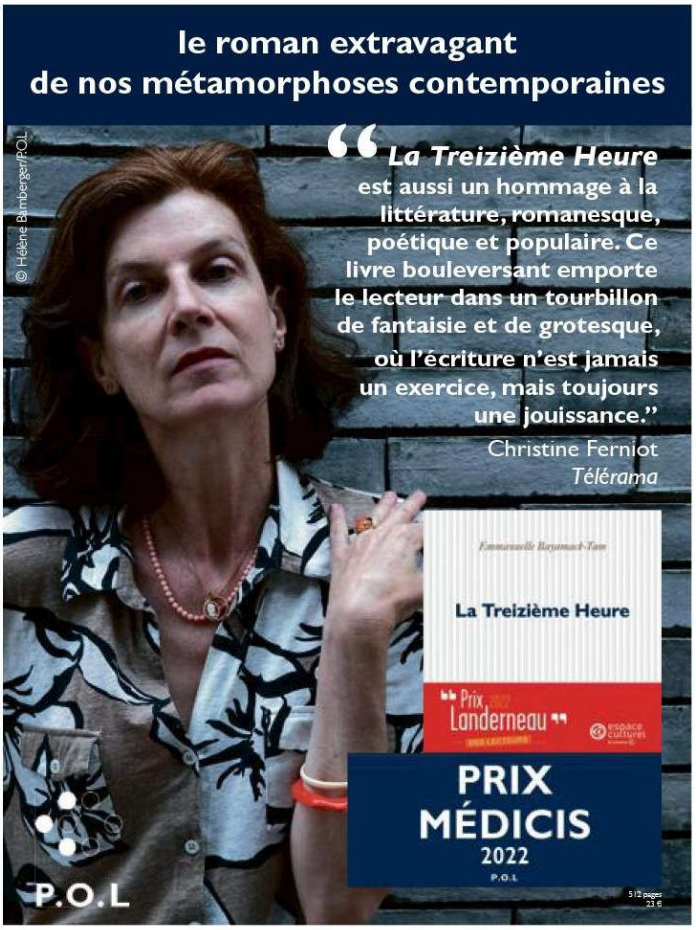
La haute couture, terre d'asile

De l'Afghanistan aux défilés parisiens, le styliste Sami Nouri raconte son itinéraire.

«Fuir notre patrie était le seul moyen de rester en vie.» Pour échapper aux talibans, Sami Nouri, 26 ans, a choisi l'exil. Dans *la Machine à coudre,* il raconte comment, au terme d'une odyssée poignante, il a trouvé le moyen de son émancipation dans… la haute couture française. Son livre retrace cet itinéraire, de l'Afghanistan aux défilés de mode parisiens, qui ont pour lui, loin des armes et des barbelés, la saveur de la liberté. Il grandit dans le nord de l'Afghanistan. Après la mort de son frère aîné sous les coups des talibans, la famille se réfugie en Iran. A cet instant débute sa vie de clandestin. Il aide son père tailleur qui lui apprend à confectionner des vêtements puis il se fait embaucher à 10 ans comme souffleur de verre. La famille décide de rejoindre l'Europe séparément. Sami Nouri, 14 ans, confié à un passeur, arrive à Tours, livré à lui-même dans un pays dont il ignore tout. Recueilli par les services sociaux, il est placé en foyer, apprend le français et continue la couture. La chance lui sourit enfin : il trouve refuge dans une famille d'accueil. Dans sa rage de choisir son destin, il mise tout sur l'école. Sa professeure de collège remarque son talent et l'inscrit en «bac pro-métiers de la mode». Au fil des apprentissages, sa vocation se confirme. Il entre en stage chez John Galliano puis intègre l'école de la chambre syndicale de la couture parisienne avec, à la clé, une alternance dans les ateliers Jean Paul Gaultier. Le jeune homme est aujourd'hui à la tête de sa griffe SamiNouri Paris avec pour logo un bout de barbelé.

MORGAN BELOUASSAA

SAMI NOURI AVEC OLIVIA KARAM
LA MACHINE À COUDRE. DE L'AFGHANISTAN EN GUERRE AUX DÉFILÉS DE HAUTE COUTURE.
Robert Laffont, 324 pp., 20 €.



Voix de recours

Adeline Toniutti Un temps condamnée à ne plus chanter, violentée par son compagnon, la prof de la «Star Academy» est la vraie gagnante du télé-crochet de TF1.

Chevelure rouge, teint de lait et paupières noires, Adeline Toniutti s'échappe de sa voiture avec chauffeur. Le talon de sa bottine claque sur le trottoir, devant un immeuble haussmannien du VIIIe arrondissement de Paris. Sur le même soulier en cuir noir, une infime trace de boue. Sans doute une relique du parc du château de Dammarie-lès-Lys où elle vient de donner un cours de chant à ses «académiciens», émission diffusée le lendemain sur TF1. La rencontre a lieu dans l'appartement chicissime de son producteur. La communication d'Endemol, aux manettes de la *Star Academy*, tient à rester à ses côtés pour l'entretien, son chauffeur et sa maquilleuse aussi. *«Ça la met plus à l'aise»*, dira la production, *«je n'ai rien à cacher»*, appuiera la chanteuse. «C'est chiant», penserons-nous.

Elles sont deux. D'abord la diva à l'ancienne, une de ces cantatrices sans âge qui veulent devenir icônes immortelles, malgré ses 34 ans. Celle-ci, on l'aperçoit pendant le prime de la *Star Academy* ou ici, dans le grand appartement lumineux, le regard et le dos bien droits. Elle se raconte pour construire sa légende, support à un éventuel biopic. Ensuite, il y a l'autre, la gamine bardée de cicatrices, les yeux gonflés par les larmes, dont les traumas recouvrent comme d'une fine couche de poussière le mobilier flambant neuf du salon luxueux. Dans le grand canapé blanc, l'oiseau de feu devient oisillon.

Sur le plateau de la *Star Academy*, on ne voit qu'elle. L'ex-chanteuse lyrique devenue coach vocale que l'on croirait sortie d'un clip de variété avec sa coloration capillaire qui lui a valu de devenir «ambassadrice de L'Oréal». Dans cette version 2.0 du télé-crochet qui nage dans la bienveillance, l'histoire tragique de cette prof de chant tout en rouge et noir détonne.

LE PORTRAIT

Adeline Toniutti a grandi à l'aube des années 90 en Franche-Comté dans le village de Méziré. Commune sans histoire. Le même maire pendant trente-six ans. Son père, facteur, coupe du bois pour renflouer les caisses. Sa mère, elle, lâche très vite son commerce. Elle doit s'occuper de sa grand-mère et de sa mère, malades, qu'elle fait emménager sous leur toit. Alzheimer d'un côté, Charcot de l'autre. Dans la famille Toniutti, il y a les parents, les trois sœurs, et les *«deux aïeules»*. *«La maladie et la fin de vie»* suintent des murs. Le manque d'argent aussi, mais à ce sujet, la chanteuse s'autocensure. Elle se reprend, s'arrête avant d'y mettre des mots. Enfant, pour faire sourire sa grand-mère, elle prend sa raquette orange en guise de guitare, et organise des *«concerts de Freddie Mercury devant la baie vitrée»*. Le leader de Queen envahit le pavillon, sur l'écran de télévision, ou dans la voix de son père. Grâce à *«une aide de l'Etat pour les familles modestes»*, elle commence la clarinette, *«le seul instrument disponible et en plus : on m'a donné la plus moche !»*.

Viennent les années de collège et ses complexes cruels. Pour oublier un quotidien aux allures d'Ehpad, l'ado se remplit de nourriture. Elle grossit. Sur un poster scotché au mur de sa chambre, l'inaccessible Britney Spears et son ventre à l'infinie lisseur la méprisent. Et puis *«à l'école quand on n'a pas de vêtements de marque»*, les gamines peuvent sortir les dents. Pas faux. Alors, elle réplique. En se battant avec ceux *«qui harcèlent n'importe qui»*. Mais aussi en créant des spectacles dans la chapelle de son établissement privé entre deux cours du soir au conservatoire.

Au lycée Pasteur de Besançon en spécialité musique, elle découvre le chant. *«Une révélation»* qu'elle confesse, spectrale. Ce soir-là sous les voûtes de la cathédrale de Belfort, *«une professeure interprète le Benedictus de la* Messe *de Beethoven. C'est la voix d'un ange»*. Et puis tout se casse la gueule. Son autre moi revient : *«Moi, je n'étais pas très belle. Une chanteuse d'opéra peut être ronde, alors, je me suis dit que je pouvais en devenir une.»* Après trois ans d'apprentissage quasi militaire, elle débarque à Paris pour étudier la musicologie. Elle connaît la dèche, mais écume les conservatoires et les petites salles parisiennes. Sans piston, à grands coups de boulot et de culot, la môme des classes populaires parvient à se faire un nom.

Mars 1988 Naissance à Audincourt (Doubs).
Décembre 2014 Perte de ses cordes vocales.
26 novembre 2022 Finale de la *Star Academy*.
15 février 2023 Première de son spectacle musical *Tel est mon destin* (Gaîté Montparnasse).

Arrivée au quart de siècle, tout s'accélère. Admissible à l'Opéra-Comique, elle est repérée par des metteurs en scène.

En décembre 2014, pour préparer ses rôles, elle se retire en Franche-Comté chez son fiancé. Dans la maisonnette plantée au milieu de la neige, à 26 ans, elle s'imagine bosser ses rôles au coin de la cheminée. Ce même âtre fera de l'envolée lyrique un crash tragique. *«Par une nuit glaciale, je me réveille, je vais aux toilettes et je me mets à vomir du sang. Sauf que j'étais en train de cracher mes cordes vocales.»* La cantatrice devient muette. S'ensuit une interminable errance médicale. Derrière les murs de la maison, les coups pleuvent. Son époux profite de son silence, la frappe, la menace, la laisse pourrir dans une cave pendant des heures. *«Il tape celle qui ne peut pas gueuler.»* Dépendante financièrement de son bourreau, elle cherche des boulots mais *«même Leclerc»* la *«recale»*.

Un examen montre que l'une des deux cordes vocales est sectionnée, la seconde s'est enfouie sous une *«carapace de muqueuse»*. Adeline Toniutti comprend qu'elle ne rechantera jamais. En fouillant la chaumière infernale, son père découvre l'origine du mal. Le revêtement de la cheminée avait fondu et dégageait des produits toxiques. Et puis c'est «l'électrochoc» au détour d'une conversation avec une amie. *«J'appelle les Femmes battues. Ils me disent que je peux avoir un logement, des psys. Je me barre.»*

Après la troisième opération, elle peut parler, mais la voix déraille. Elle élabore tout un arsenal pour enseigner. *«C'est ce qui fait mon expertise. Je me retrouve à devoir verbaliser tout ce que je ne peux pas montrer, alors mes élèves progressent.»* Elle fonde Calyp, une école de chant. Endemol la repère, elle coache un des «prodiges» de France Télévisions. Et puis… En juin 2021, *«je crée un spectacle pour les trente ans de la mort de Freddie Mercury avec mes élèves. Je me fâche. Je leur explique qu'on ne chante pas comme ça* The Show Must Go On *et je sors la note»*. Elle rêverait qu'on l'écrive, et de toute façon le poncif s'avère inéluctable : Adeline Toniutti renaît de ses cendres. Toute en emphase, elle s'emballe : *«Je remonte sur scène, je joue à New York.»* Elle *«retrouve son public»*, *«enchaîne ses premiers castings pour intégrer la* Star Academy». Pas d'amoureux, pas de week-end, pas de temps, pas de discussions à côté, pas de politique, tout pour la musique.

Passer du lyrique à la variété : une jolie pirouette pour justifier un inévitable changement de carrière ? La diva s'efface, remplacée illico par la gamine franc-comtoise pétrie de complexes : *«A bas l'élite. Terminé. Alors si je peux apporter un peu de Mozart à ce monde-là, je le fais. J'ai trop souffert qu'il ne fasse pas partie du mien.»*

Par **CONSTANCE VILANOVA**
Photo **LAURA STEVENS**